

THEME N°3 : CLASSES, STRATIFICATION ET MOBILITES SOCIALES

CHAPITRE 4 – COMMENT ANALYSER LA STRUCTURE SOCIALE ?

DUREE INDICATIVE : 3 semaines

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES (extrait du BO n°21 du 23 mai 2013) : « On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif. On procédera à des comparaisons aux niveaux européen et international en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés. On présentera les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ainsi que leurs prolongements contemporains et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structuration sociale. On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie). »

OBJECTIFS DE SAVOIRS : A la fin de ce chapitre, je dois être capable :

- ☒ De définir les notions du programme de Terminale suivantes : inégalités ; inégalités économiques ; inégalités sociales ; classes sociales ; groupes de statut ; catégories socioprofessionnelles ; stratification sociale ; structure sociale ;
- ☒ De définir les notions du programme de Première suivantes : salaire ; revenu disponible brut ; capital social ; groupe social ; revenus primaires ;
- ☒ De définir les notions complémentaires suivantes : catégorie sociale ; classe en soi ; classe pour soi ; lutte des classes ; polarisation des classes sociales ; capital économique ; capital culturel ; revenus du patrimoine ; revenus du travail ; patrimoine ; actif ;
- ☒ De distinguer une différence d'une inégalité ;
- ☒ De distinguer une approche en termes de disparités d'une approche en termes de dispersion des inégalités économiques ;
- ☒ De présenter les principaux types d'inégalités économiques et les principaux types d'inégalités sociales ;
- ☒ De démontrer le caractère cumulatif des inégalités ;
- ☒ De présenter les principales évolutions des inégalités économiques et sociales ;
- ☒ De distinguer la notion de classes sociales chez Karl MARX à la notion de classe sociale chez Max WEBER ;
- ☒ De distinguer une classe en soi d'une classe pour soi dans l'analyse de Karl MARX ;
- ☒ De distinguer une classe sociale d'un groupe de statut dans l'analyse de Max WEBER ;
- ☒ D'expliquer et de démontrer le caractère unidimensionnel et réaliste de l'analyse de la structure sociale de Karl MARX ;
- ☒ D'expliquer et de démontrer le caractère pluridimensionnel et nominaliste de l'analyse de la structure sociale de Max WEBER ;
- ☒ De démontrer que la notion de classe sociale est toujours d'actualité pour analyser les inégalités économiques et sociale mais que son usage a décliné ;
- ☒ De démontrer qu'il existe de multiples critères de différenciation sociale qui contribuent au brouillage des frontières de classes.

OBJECTIFS DE SAVOIR-FAIRE : A la fin de ce chapitre, je dois être capable :

- ☒ De rédiger une phrase exprimant la **signification** d'un pourcentage de répartition, d'un coefficient multiplicateur et d'un taux de variation ;
- ☒ De rédiger une phrase exprimant la **signification** d'un décile de revenu disponible brut (ou de niveau de vie ou de salaire) et de patrimoine ;
- ☒ De rédiger une phrase exprimant la **signification** d'un rapport interdécile ;
- ☒ De rédiger une phrase exprimant la **signification** d'une donnée sur le courbe de Lorenz.

PLAN DU CHAPITRE

Introduction // Toute différence constitue-t-elle une inégalité ?

1. Comment rendre compte de la multiplicité des inégalités économiques et sociales au sein sociétés contemporaines industrielles ?

1.1. Les inégalités économiques : définition et mesure.

1.1.1. *L'approche en termes de disparité.*

1.1.2. *L'approche en termes de dispersion.*

1.2. Les inégalités sociales : définition et mesure.

1.3. Le caractère cumulatif des inégalités.

2. Comment ont évolué les inégalités économiques et sociales au sein des sociétés contemporaines industrielles ?

2.1. Les principales évolutions des inégalités économiques.

2.2. Les principales évolutions des inégalités sociales.

3. Les classes sociales : quel concept pour analyser les inégalités nées dans les sociétés industrielles et démocratiques ?

3.1. L'analyse de Karl MARX : une approche unidimensionnelle et conflictuelle de la stratification sociale.

3.2. L'analyse de Max WEBER : une approche pluridimensionnelle de la stratification sociale.

4. Les classes sociales : un concept pertinent pour analyser les inégalités dans la société française contemporaine ?

4.1. Les classes sociales : un concept dont l'usage a été remis en cause sous l'effet de mutations économiques et sociales des Trente Glorieuses.

4.2. Les classes sociales : un concept dont l'utilisation s'est raréfiée avec la généralisation de l'usage de la nomenclature des Professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

4.3. Les classes sociales : un concept renouvelé dont la pertinence a été réaffirmée.

4.4. Une multiplication des critères de différenciation qui brouillent les frontières entre les classes sociales.

QUELQUES EXEMPLES DE SUJETS TOMBES AU BAC RELATIFS AU CHAPITRE 4

Questions de mobilisation de connaissances (EC1) :

-Montrez que les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

-Montrez à partir d'un exemple comment les inégalités économiques peuvent être à l'origine d'inégalités sociales.

-Montrez le caractère multiforme des inégalités.

-Quelles sont les caractéristiques des groupes de statut selon Max Weber ?

-Pourquoi peut-on dire qu'il existe des inégalités sociales entre générations ?

-Illustrer par un exemple le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales.

-Distinguez classes sociales et groupes de statut dans l'approche weberienne.

Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (EC3) :

-À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités ont un caractère multiforme

- À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités ne sont pas seulement économiques

- À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'il existe une multiplicité de critères pour rendre compte de la structure sociale.

- À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives.

Dissertation :

- Comment rendre compte aujourd'hui de la structure sociale en France ?

- Pourquoi les frontières entre les classes sociales ont-elles tendance à se brouiller ?

- Dans quelle mesure les classes sociales existent-elles aujourd'hui en France ?

PRÉPARATIONS

- ✉ Préparation n°1 : Documents 15 à 19.
- ✉ Préparation n°2 : Exercice d'application + documents 24 et 25.
- ✉ Préparation n°3 : Documents 27 et 28.
- ✉ Préparation n°4 : Document 29 à 31.

DOCUMENT 1 : Toute différence n'est pas une inégalité

« Entre deux individus dont l'un a des cheveux bruns et l'autre des cheveux noirs, il y a une différence mais pas, toutes choses égales par ailleurs, une inégalité. En revanche, ces différences deviennent des inégalités lorsqu'elles sont traduites en termes d'avantages ou de désavantages. Si être brun permet d'accéder à des biens refusés à un individu aux cheveux noirs, la différence devient une inégalité.

« Mais cette inégalité individuelle ne devient une inégalité sociale que si l'infériorité ou la supériorité est partagée par des personnes aux caractéristiques sociales identiques. Ainsi, toute différence individuelle ne peut être utilisée pour mettre en évidence des inégalités sociales. Pour qu'il y ait des inégalités sociales, il faut donc qu'existent des ressources socialement valorisées, caractérisées par leur rareté et inégalement réparties entre les individus. [...] Ces ressources constituent autant de critères de différenciation permettant de classer les individus [...].

« Les inégalités sociales impliquent des différences mais toute différenciation sociale n'est pas une inégalité sociale. Une telle proposition implique que les inégalités résultent de processus sociaux qui peuvent se reproduire au fil du temps, de génération en génération, indépendamment de la volonté des individus ; par opposition, une différence peut se cultiver, fonder une stratégie consciente de différenciation, s'incarnant dans des styles de vie, des choix culturels et symboliques sans impliquer nécessairement de dimension hiérarchique ».

P. Bonnewitz, *Classes sociales et inégalités*, Ed. Bréal, 2004

1. Expliquez le titre du document.

DOCUMENT 2 : Salaires mensuels moyens nets selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle en 2012 en France

| | Montants mensuels nets 2012 (en euros) | | | |
|----------------------------|--|--------------|--------------|---|
| | Hommes | Femmes | Ensemble | Ecart (en %) entre celui des femmes et celui des hommes |
| Cadres ⁽¹⁾ | 4 354 | 3 408 | 4 032 | -21,7 |
| Professions intermédiaires | 2 327 | 2 026 | 2 198 | -12,9 |
| Employés | 1 673 | 1 529 | 1 571 | -8,6 |
| Ouvriers | 1 697 | 1 412 | 1 650 | -16,8 |
| Ensemble | 2 339 | 1 890 | 2 154 | -19,2 |

Source : Insee

Champ : Salariés à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques

(1) y compris les chefs d'entreprise salariés

2. Rappelez la définition de salaire puis la distinction entre salaire net et salaire brut.
3. Faites une phrase exprimant la signification de la donnée soulignée.
4. Utilisez le calcul le plus approprié pour comparer le salaire mensuel net des cadres à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques au salaire mensuel net de des ouvriers à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques. Faites une phrase exprimant la signification du résultat obtenu.
5. Faites la même chose pour comparer le salaire mensuel des cadres à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques à celui des employés à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques.
6. Après avoir déterminé comment a été obtenu le résultat de la cellule grise, faites une phrase exprimant sa signification.

DOCUMENT 3 : Revenu disponible brut moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence en 2012 en France métropolitaine

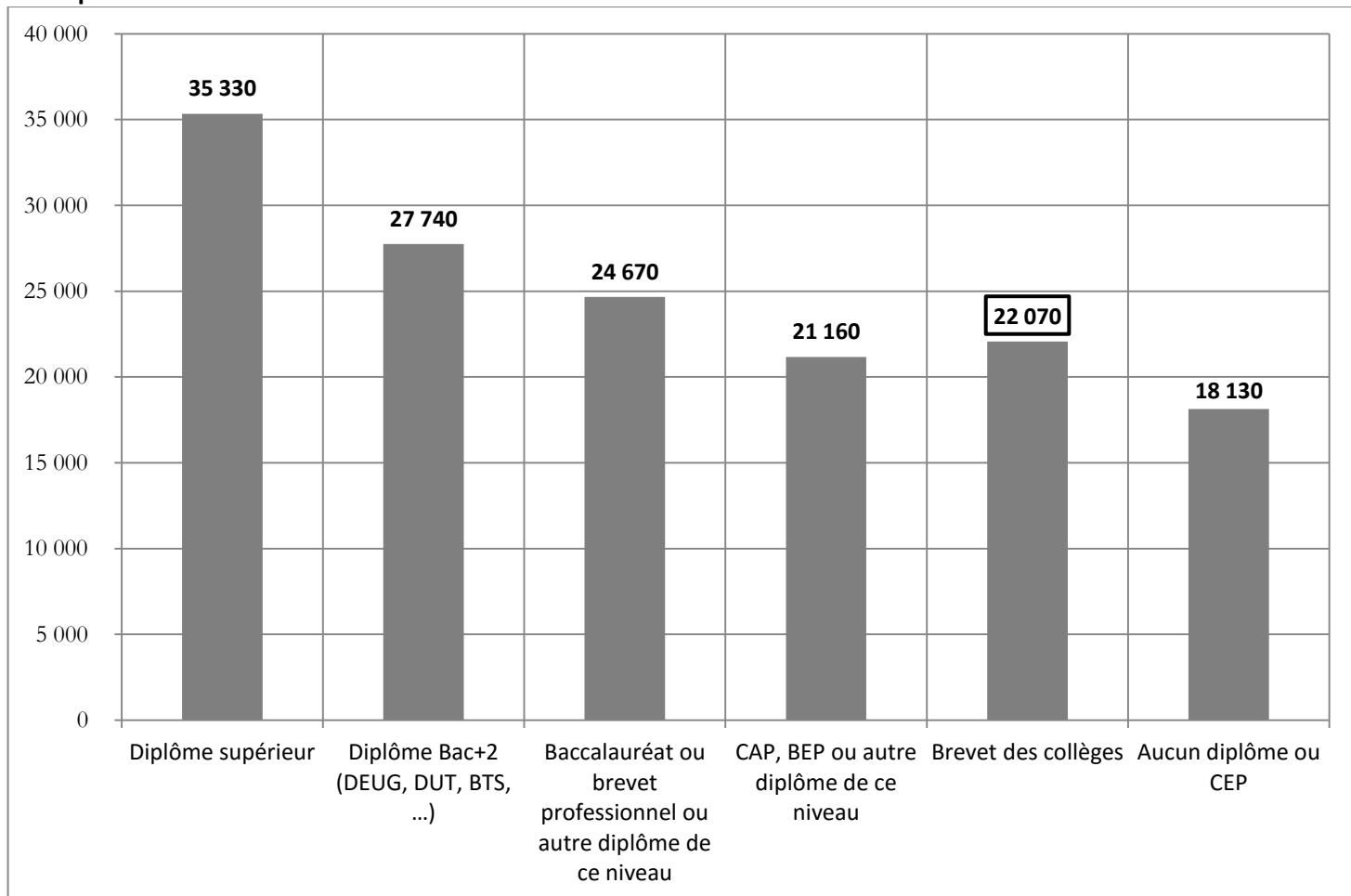
| | 18 à 24 ans | 25 à 34 ans | 35 à 44 ans | 45 à 54 ans | 55 à 64 ans | 65 à 74 ans | 75 ans et plus | Ensemble des ménages |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------|----------------------|
| Revenu disponible brut moyen en euros | 17 020 | 31 340 | 40 010 | 43 110 | 39 440 | 34 960 | 27 880 | 36 190 |

Source : Insee

Champ : Personnes vivant dans un ménage dont la personne de référence n'est pas étudiante.

7. A quoi correspond le revenu disponible brut ? (Rappel de Première)
8. Utilisez le calcul le plus approprié pour comparer le revenu disponible brut moyen des ménages dont la personne de référence est âgée de 18 à 24 ans à celui des ménages dont la personne de référence est âgée de 45 à 54 ans. Faites une phrase exprimant la signification du résultat obtenu.
9. Que peut-on dire de l'évolution du revenu disponible brut des ménages avec l'âge ?

DOCUMENT 4 : Niveau de vie moyen des individus selon le diplôme le plus élevé obtenu en 2010 en France métropolitaine



Source : Insee

Champ : individus âgés de 15 ou plus appartenant à un ménage dont la personne de référence n'est pas un étudiant.

Note : Niveau de vie : Revenu disponible du ménage rapporté au nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour toutes les personnes d'un même ménage.

10. Faites une phrase exprimant la signification de la donnée encadrée.
11. Le niveau de vie moyen des individus non diplômés ou titulaires d'un CEP représente quelle proportion du niveau de vie moyen des individus titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à bac +3 ? Faites le calcul nécessaire et rédigez une phrase exprimant la signification du résultat obtenu.

DOCUMENT 5 : Patrimoine net moyen des ménages en fonction de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence en France en 2010

| Age de la personne de référence du ménage | Patrimoine net moyen (en euros) |
|---|---------------------------------|
| Moins de 30 ans | 32 700 |
| De 30 à 39 ans | 127 100 |
| De 40 à 49 ans | 243 700 |
| De 50 à 59 ans | 303 500 |
| De 60 à 69 ans | 345 500 |
| 70 ans et plus | 259 800 |

| Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage | |
|---|---------|
| Agriculteur | 725 500 |
| Artisan, commerçant, chef d'entreprise | 550 800 |
| Profession libérale | 761 400 |
| Cadre | 337 400 |
| Profession intermédiaire | 168 300 |
| Employé | 96 000 |
| Ouvrier qualifié | 99 700 |
| Ouvrier non qualifié | 53 500 |

Source : Insee, enquête Patrimoine 2009-2010.

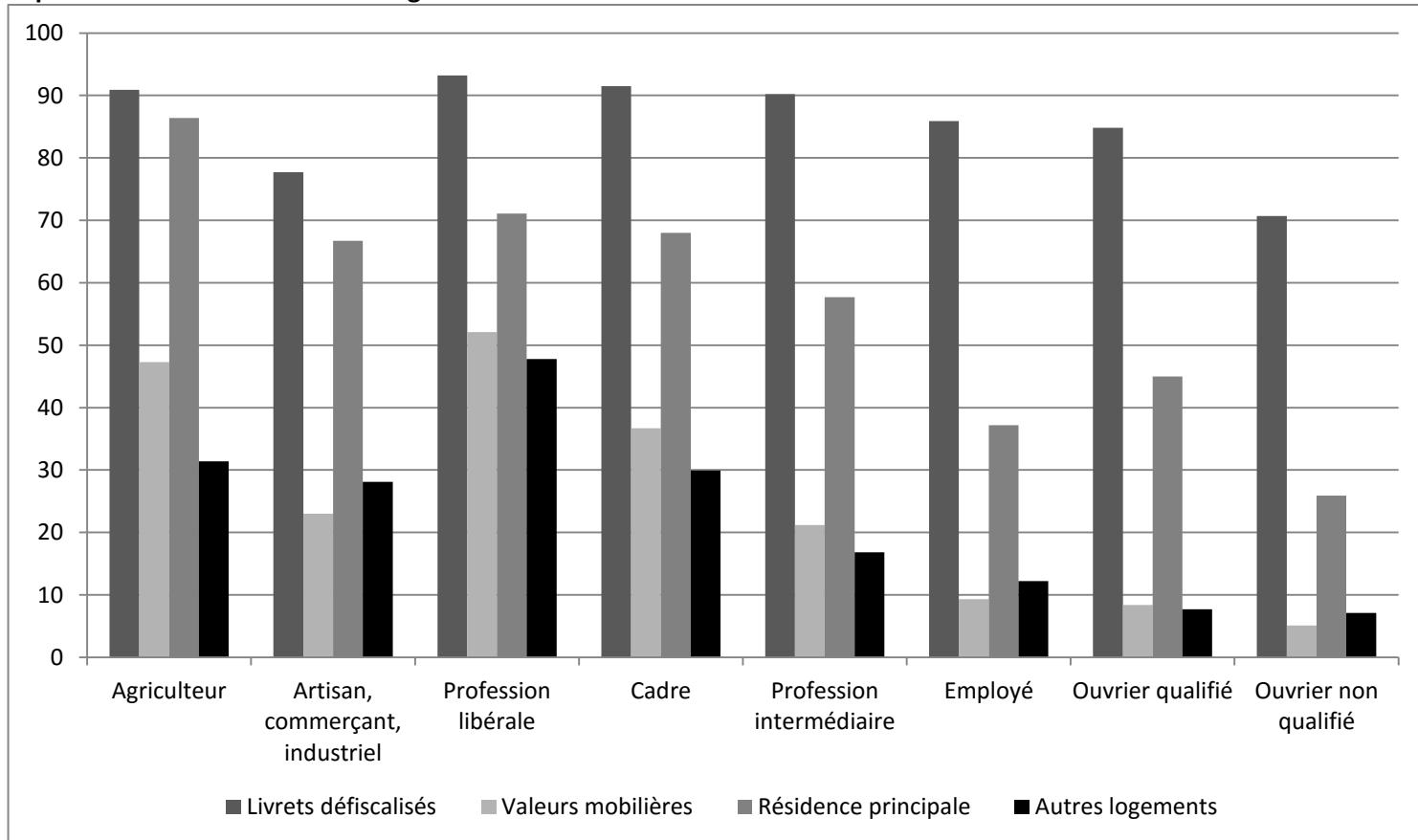
Champ : ménages ordinaires résidant en France, y compris dans les DOM.

Note : Patrimoine net : Patrimoine brut, dont on a déduit les éventuels emprunts privés et/ou professionnels encore en cours.

12. Faites une phrase exprimant la signification de la donnée soulignée.

13. En utilisant le calcul le plus approprié, comparez le patrimoine moyen des ménages dont la personne de référence est cadre à celui des ménages dont la personne de référence est ouvrier non qualifié. Faites une phrase exprimant la signification du résultat obtenu.

DOCUMENT 6 : Taux de détention des ménages (en %) par grand type d'actifs selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage en 2010 en France



Source : Insee, enquête Patrimoine 2009-2010.

Champ : ménages en France

Note : Parmi les **valeurs mobilières**, on trouve notamment les Plans d'Épargne en Actions (PEA), les actions, les obligations, les parts de Sicav,... Le porteur d'une part de Sicav est propriétaire d'une fraction d'un portefeuille de valeurs mobilières, géré le plus souvent par des établissements bancaires.

14. Dans un paragraphe organisé, décrivez les principales inégalités de patrimoine entre les catégories socioprofessionnelles

DOCUMENT 7 : Quelques indicateurs sur les inégalités de niveaux de vie annuels des individus en France en 2012

| Niveau de vie annuel en euros | |
|--|---------------|
| 1 ^{er} décile (D1) | <u>10 610</u> |
| Médiane (D5) | 19 740 |
| 9 ^e décile (D9) | 37 430 |
| Rapport interdécile | |
| D9/D1 | 3,5 |
| Masses de niveau de vie détenues (en %) | |
| Par les 20% les plus modestes | 8,6 |
| Par les 50% les plus modestes | 30,0 |
| Par les 20% les plus aisés | 39,2 |

Source : INSEE

15. Faites une phrase comparant et explicitant la signification des données soulignées.

16. Faites une phrase explicitant la signification de la donnée en gras et en italique.

17. Faites une phrase comparant et explicitant la signification des données soulignées.

DOCUMENT 8 : Déciles du patrimoine brut et du patrimoine net des ménages en France en 2010

| | Patrimoine brut (en euros) | Patrimoine net (en euros) |
|----|-----------------------------------|----------------------------------|
| D1 | 2 700 | <u>1 600</u> |
| D2 | 7 700 | 5 500 |
| D3 | 20 600 | 16 800 |
| D4 | 76 200 | 51 700 |
| D5 | 150 200 | 113 500 |
| D6 | 210 100 | 172 200 |
| D7 | 270 000 | 234 900 |
| D8 | 358 300 | 322 300 |
| D9 | 552 300 | <u>501 600</u> |

Source : INSEE

18. Faites une phrase exprimant la signification de la donnée en gras et en italique.

19. Faites une phrase comparant et explicitant la signification des deux données soulignées.

20. Calculez le rapport interdécile (D9/D1) pour le patrimoine net et faites une phrase exprimant la signification du résultat obtenu.

DOCUMENT 9 : Espérance de vie à 35 ans selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle pour la période 2000-2008

| | Hommes | Femmes |
|---|---------------|---------------|
| Agriculteurs | 44.6 | 49.6 |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises | 44.8 | 50.3 |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 47.2 | 51.7 |
| Professions intermédiaires | 45.1 | 51.2 |
| Employés | 42.3 | 49.9 |
| Ouvriers | 40.9 | 48.7 |
| Ensemble | 42.8 | 49.4 |

Nathalie BLANPAIN, « L'espérance de vie s'accroît, les inégalités sociales face à la mort demeurent », INSEE Première, octobre 2011

21. Faites une phrase exprimant la signification de la donnée soulignée.

22. Décrivez les inégalités face à l'espérance de vie selon le sexe quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle.

23. Décrivez les inégalités face à l'espérance de vie selon la catégorie socioprofessionnelle.

DOCUMENT 10 : Pratiques culturelles à l'âge adulte selon la catégorie socioprofessionnelle en 2009 (en %)

| Sont allés au moins une fois au cours des 12 derniers mois | Cinéma | Musée ou exposition | Théâtre, concert |
|--|-----------|---------------------|------------------|
| Ensemble | 53 | 36 | 33 |
| Agriculteurs exploitants | 38 | 25 | 25 |
| Artisans, commerçants, chefs d'entreprise | 53 | 32 | 33 |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 80 | 70 | 61 |
| Professions intermédiaires | 71 | 52 | 46 |
| Employés | 59 | 32 | 30 |
| Ouvriers | 47 | 20 | 20 |

Source : Insee

Champ : France métropolitaine ; personnes de 16 ans ou plus

- 24. En utilisant quelques données significatives, décrivez les inégalités dans les pratiques culturelles selon la catégorie socioprofessionnelle.**

DOCUMENT 11 : De la sixième aux études supérieures : la composition sociale des filières (en %)

| | Elèves de 6e en 1995 | Bacheliers en 2001 | Bacheliers généraux en 2001 | Inscrits en classe préparatoire aux grandes écoles en 2002 | Diplômés à Bac+5 |
|--|----------------------|--------------------|-----------------------------|--|------------------|
| Ouvriers, inactifs | 38 | 29 | 19 | 9 | 14 |
| Employés | 18 | 16 | 14 | 7 | 10 |
| Agriculteurs, artisans, commerçants | 11 | 11 | 10 | 9 | 10 |
| Professions intermédiaires | 17 | 21 | 24 | 20 | 24 |
| Cadres supérieurs, professions libérales | 16 | 23 | 33 | 55 | 42 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : Ministère de l'éducation nationale, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

- 25. En utilisant quelques données significatives, décrivez les inégalités face à l'école selon l'origine sociale des enfants.**

DOCUMENT 12 : Inégalités de revenu et inégalités de patrimoine

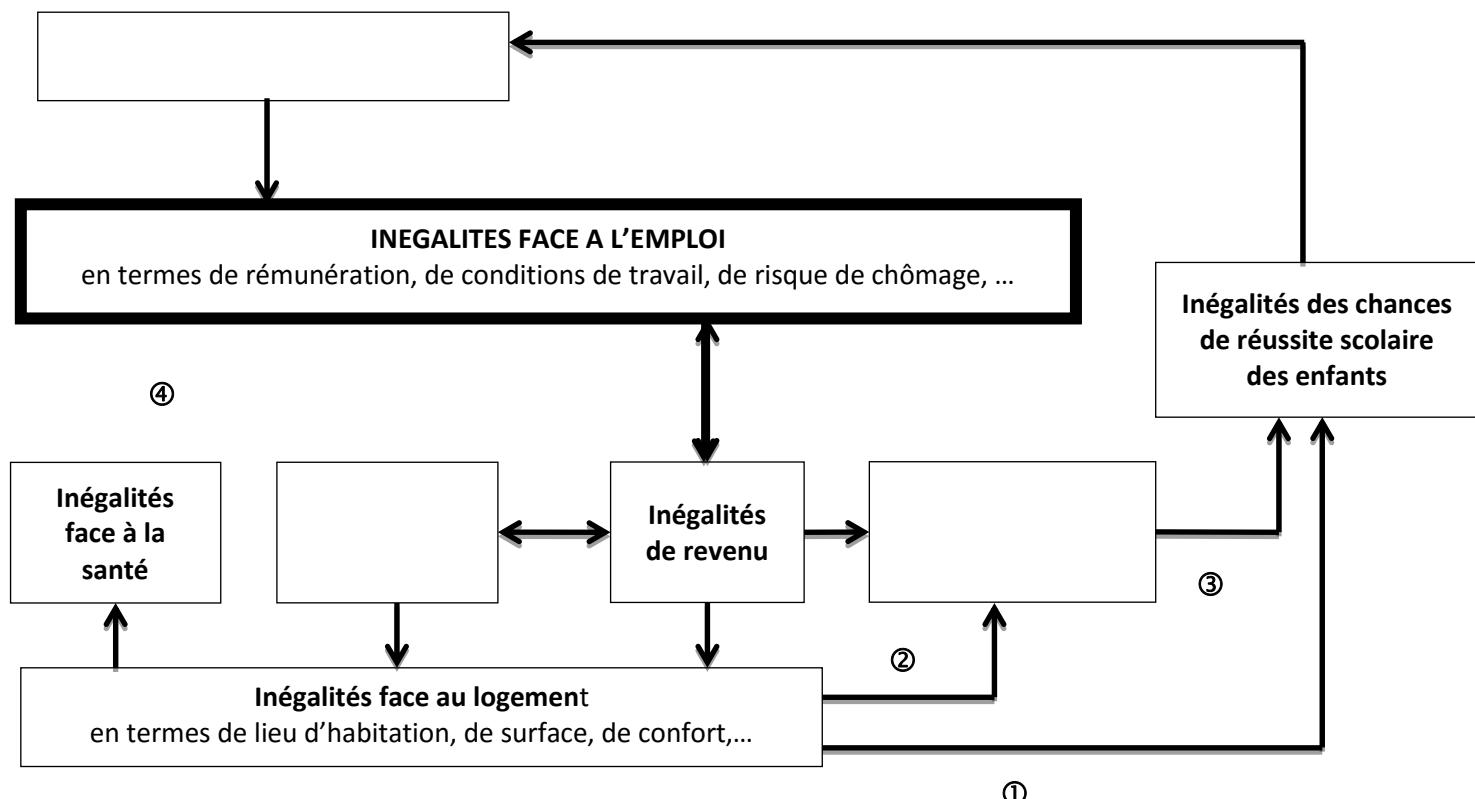
Une approche analytique des inégalités est tout d'abord commandée par la nécessité de leur mesure [...]. Elle se justifie aussi souvent par la nécessité de mettre en évidence des inégalités là où on ne les devine ni ne les soupçonne a priori. Parler de système des inégalités présuppose cependant de ne pas en rester à une pareille approche, en étudiant séparément leur manifestation sous différents aspects ou au sein de différents domaines. Elle implique au contraire au minimum de montrer que ces différentes inégalités interagissent, qu'elles se déterminent réciproquement, qu'elles sont mutuellement causes et effets les unes des autres.

Comme les inégalités elles-mêmes, ces interactions se laissent plus ou moins facilement deviner. Certaines sont évidentes, même si leur portée réelle échappe la plupart du temps à l'information et à la connaissance ordinaire. Ainsi, tout un chacun peut aisément comprendre les interactions entre inégalités de revenu et inégalités de patrimoine : les détenteurs des plus hauts revenus, dont une bonne part est déjà générée par leur patrimoine [...], peuvent en affecter une fraction significative à une accumulation patrimoniale qui accroîtra encore les inégalités de revenu antérieures.

Alain BIHR et Roland PFEFFERKORN, *Le système des inégalités*, Collection Repères, La Découverte, 2008

- 26. Comment les inégalités de revenu et de patrimoine s'entretiennent-elles mutuellement?**

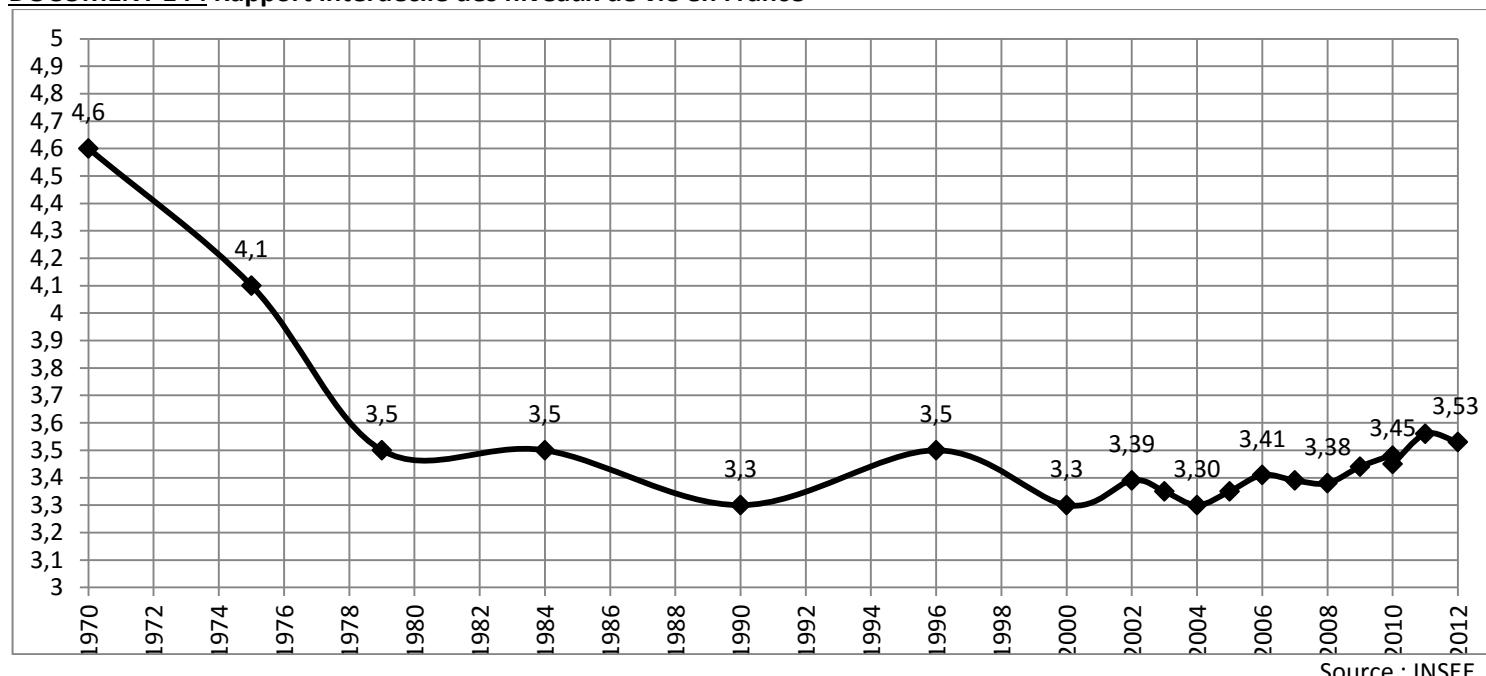
- 27. Traduisez la réponse à la question précédente sous la forme d'un schéma d'implication.**

DOCUMENT 13 : Le cumul des inégalités

28. Complétez le schéma distribué avec les termes suivants : *inégalités de patrimoine* ; *inégalités d'accès aux diplômes* ; *inégalités d'accès à la culture et aux loisirs*.

29. Expliquez le sens des flèches ①②③ et ④.

30. Pourquoi peut-on parler de système des inégalités ?

DOCUMENT 14 : Rapport interdécile des niveaux de vie en France

31. Faites une phrase exprimant la signification des données pour 1970 et pour 2012.

32. Que peut-on dire de l'évolution des inégalités de niveau de vie en France ?

DOCUMENT 15 : Evolution du niveau de vie annuel moyen en France des 10% les plus aisés et des 10% les plus modestes

| | 2001 | 2011 | Evolution en euros | Evolution en % |
|---|--------|--------|--------------------|----------------|
| Niveau de vie moyen des 10% les plus modestes | 7 950 | 8 020 | 70 | |
| Niveau de vie moyen des 10% les plus aisés | 49 530 | 57 645 | 8 115 | |

Source : INSEE

33. Complétez le tableau-ci-dessus puis faites une phrase comparant et exprimant la signification des deux résultats obtenus.

DOCUMENT 16 : L'évolution du patrimoine moyen 10% les plus aisés et des 10% les plus modestes

| | 2004 | 2010 | Evolution en % | Evolution en euros |
|---|----------|------------|----------------|--------------------|
| Patrimoine moyen des 10 % les plus modestes | 1 237€ | 1 351€ | | 114 |
| Patrimoine moyen des 10 % les plus aisés | 842 389€ | 1 243 367€ | | 400 977 |

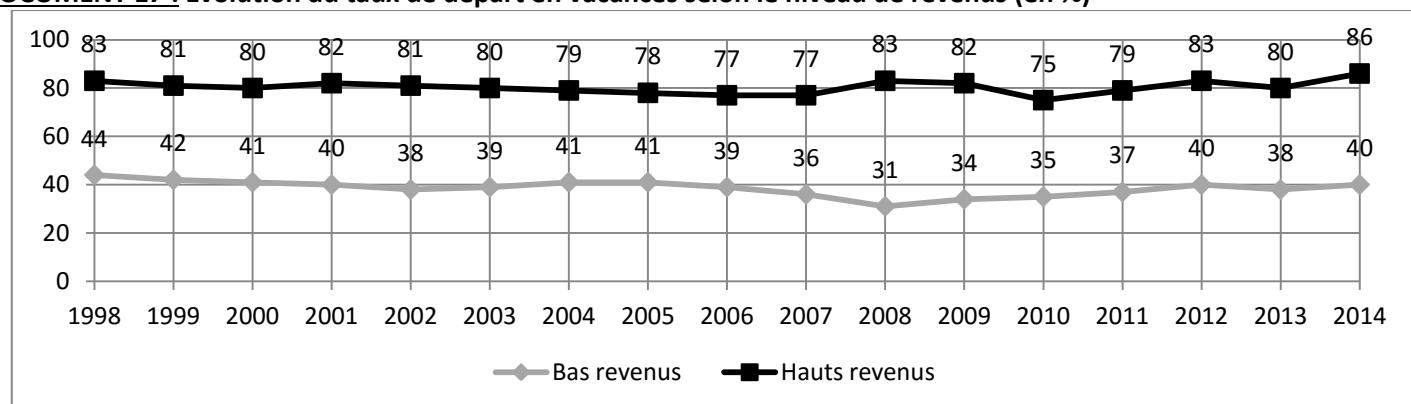
Source : INSEE

34. Complétez le tableau ci-dessus puis faites une phrase comparant et exprimant la signification des deux résultats obtenus.

35. En utilisant un coefficient multiplicateur mesurez l'écart entre le patrimoine moyen des 10% les plus aisés et celui des 10% les plus modestes en 2004. Faites la même chose pour 2011.

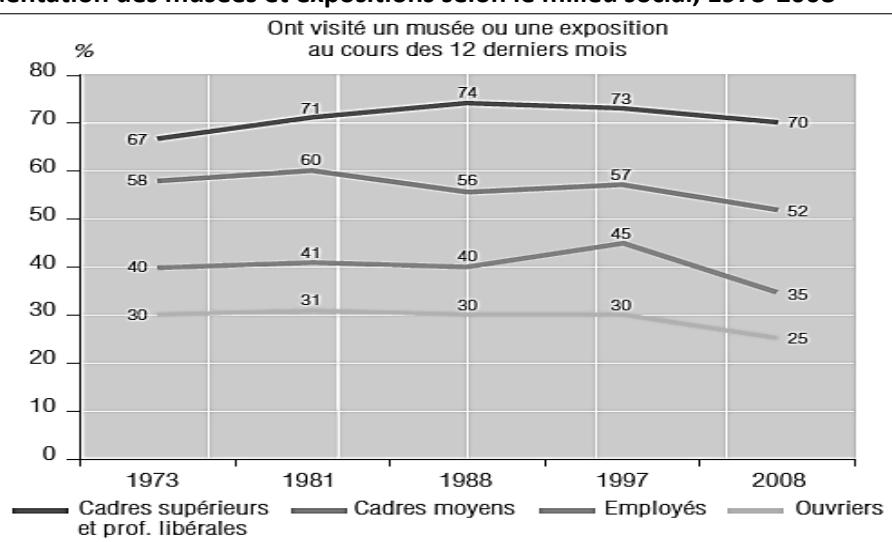
36. Faites une phrase comparant et exprimant la signification des deux résultats obtenus à la question précédente.

DOCUMENT 17 : Evolution du taux de départ en vacances selon le niveau de revenus (en %)



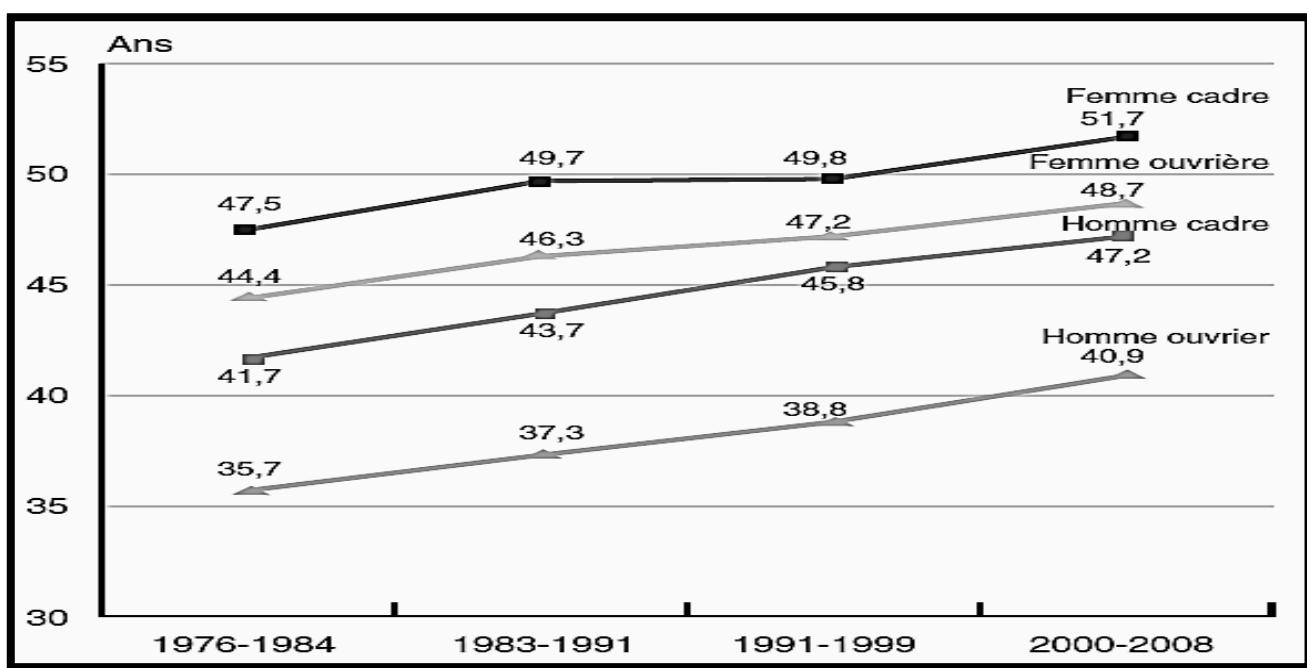
Source : Observatoire des inégalités

DOCUMENT 18 : Fréquentation des musées et expositions selon le milieu social, 1973-2008



Source : DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2011.

DOCUMENT 19 : Espérance de vie à 35 ans par sexe pour les cadres et les ouvriers



Nathalie BLANPAIN, « L'espérance de vie s'accroît, les inégalités sociales face à la mort demeurent », INSEE Première, octobre 2011

37. A partir des documents 16, 17 et 18, rédigez un paragraphe décrivant l'évolution de quelques-unes des inégalités sociales en France et intégrant des données significatives pour justifier les constats effectués.

DOCUMENT 20 : Bourgeois et prolétaires¹

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. [...] Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une structuration achevée de la société en corps sociaux distincts, une hiérarchie extrêmement diversifiée des conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs et, de plus, dans presque chacune de ces classes une nouvelle hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement: la bourgeoisie et le prolétariat. [...]

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales [...]

A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise au même titre que tout autre article de commerce; ils sont exposés, par conséquent, de la même façon à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. [...] L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître artisan patriarchal la grande fabrique du capitaliste industriel.

Petits industriels, petits commerçants et rentiers, petits artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat; en partie parce que leur faible capital ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent à la concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même. [...]

Or, avec le développement de l'industrie, le prolétariat ne fait pas que s'accroître en nombre; il est concentré en masses plus importantes; sa force augmente et il en prend mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence croissante des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent les salaires des ouvriers de plus en plus instables; le perfectionnement constant

et toujours plus rapide de la machine rend leur condition de plus en plus précaire: les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent à former des coalitions contre les bourgeois; ils s'unissent pour défendre leurs salaires.

De toutes les classes qui, à l'heure actuelle, s'opposent à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et disparaissent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. [...]

Ainsi le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

K.MARX et F.ENGELS, *Manifeste du parti communiste*, 1848

1. Par bourgeoisie on entend la classe des capitalistes modernes qui possèdent les moyens sociaux de production et utilisent du travail salarié. Par prolétariat, la classe des ouvriers salariés modernes qui ne possèdent pas de moyens de production et en sont donc réduits à vendre leur force de travail pour pouvoir subsister. (Note d'Engels, édit. anglaise de 1888)

- 38. Comment Karl MARX explique-t-il le passage de la société féodale à la société capitaliste et pourquoi l'histoire de toute société est-elle l'histoire de la lutte des classes ?**
- 39. Selon K.MARX, quelles sont les deux classes sociales fondamentales dans la société capitaliste et quel est le fondement de l'appartenance à une classe sociale ? Que peut-on en déduire sur les fondements de la hiérarchisation des groupes sociaux ?**
- 40. Pourquoi, la relation entre le capitaliste et le prolétaire est-elle inégale ?**
- 41. Comment la classe ouvrière prend-elle conscience d'elle-même ? (Utilisez le passage en gras du texte)**
- 42. Pourquoi, selon K.MARX, la société capitaliste-a-t-elle simplifié l'antagonisme de classe ? (Utilisez le passage souligné du texte)**

DOCUMENT 21 : L'analyse de la stratification de Max WEBER

La stratification [...] se manifeste, selon Weber, par une triple hiérarchie. Chacune est fondée sur un type particulier de pouvoir et se compose, par conséquent, de groupes de nature différente. On a : 1) la hiérarchie économique, basée sur le pouvoir économique et constituant les individus en « classes » sociales ; 2) la hiérarchie sociale proprement dite ou échelle de « statut », fondée sur le pouvoir social, la condition ou l'honneur et constituant les individus en « groupes de statut » [...] ; enfin, 3) la hiérarchie politique correspondant à la distribution du pouvoir politique ou de l'influence et composée de groupes auxquels sera donné le nom de partis.[...]

La distribution inégale du **pouvoir économique**, d'abord, est déterminée selon Weber par les lois [...] de l'économie, se manifestant dans le marché, lieu des rapports de nature économique entre les individus. La situation de « classe » est la conséquence directe de la situation de l'individu sur le marché, dans la mesure où cette position conditionne la possibilité d'acquérir des biens, de se procurer un revenu et d'atteindre d'autres fins de nature économique. [...] La propriété est la catégorie constitutive du pouvoir économique et la situation de classe se définit, fondamentalement, par la propriété ou l'absence de propriété [...]. La distribution inégale du pouvoir économique correspond donc à la distribution inégale de la propriété. [...] Pour ceux qui sont dépourvus de propriété et qui n'ont que leur travail ou leurs services à échanger sur le marché, la situation de classe est fonction du type de service qu'ils peuvent offrir. [...]

Ainsi, la hiérarchie économique, celle des classes au sens de Weber, est une double hiérarchie fondée sur l'existence d'un double marché : celui de biens et celui du travail. La première hiérarchie correspond aux différences relatives à la propriété des biens productifs, c'est-à-dire du capital (« classe de possession ») ; la seconde hiérarchie se fonde sur les différences relatives à la « rentabilité » (commerciale) de la force de travail, c'est-à-dire des services que peuvent offrir les individus (« classe de production »). [...] La hiérarchie des classes sociales proprement dite représente une sorte de synthèse des deux échelles précédentes [...] Cette opération donne l'échelle suivante des classes économiques, en général :*Les classes sociales sont : a) la classe ouvrière dans son ensemble, au fur et à mesure que le processus de travail s'automatise davantage, b) la petite bourgeoisie, et c) les intellectuels et les spécialistes sans biens (techniciens, employés du commerce et autres, fonctionnaires...) d) les classes des possédants et ceux qui sont privilégiés par leur éducation.*¹ [...]

La distribution du **pouvoir social** entre les membres d'une collectivité se présente comme une hiérarchie de groupes dont les frontières demeurent assez floues et que l'on qualifiera de « groupes de statut » [...]

Cette distribution du prestige s'ordonne en fonction de diverses qualités que possèdent certains individus. La reconnaissance par la collectivité des qualités de ces personnes (leur évaluation positive) leur confère la considération, l'estime, la dignité sociale. En contrepartie, l'absence de statut, l'indignité et le mépris social découlent de l'évaluation

négative par la collectivité de certains attributs personnels ou de l'absence de qualités estimées. Le statut d'un individu (ou d'un ensemble d'individus), c'est la « part de sa vie », de son épanouissement et de sa réalisation qui est déterminée par l'évaluation sociale de ses qualités. [...]

Reste la stratification fondée sur le **pouvoir proprement politique** constituant la troisième hiérarchie de pouvoir, liée plus ou moins étroitement aux deux premières. Weber se limite à des remarques très brèves sur ce sujet, dans les textes qu'il consacre à la théorie de la stratification.

La distribution inégale du pouvoir politique donne lieu à une hiérarchie particulière dont les positions sont occupées par des groupes que Weber qualifie de partis. La notion de parti doit être entendue dans le sens général d'une pluralité d'individus associés dans le but d'atteindre des fins politiques.

Nicole LAURIN-FRENETTE, *Classes sociales et pouvoir. Les théories fonctionnalistes*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1978

1. Max WEBER, *Economie et société*, 1921.

43 Dans l'analyse de Max WEBER, les fondements de la stratification sociale sont-ils seulement économiques ? Justifiez.

44. Quel est le double fondement de la hiérarchie des classes sociales dans l'analyse de Max WEBER ?

45. A partir de ce double fondement, combien de classes sociales Max WEBER distingue-t-il ? Quelles sont les principales caractéristiques des membres de chacune d'entre-elles ?

DOCUMENT 22 : Classes sociales et action de classe

Weber conçoit que dans certaines circonstances très particulières, la situation de classe puisse servir de base à certaines formes d'action sociale. Cette éventualité résulterait de la volonté d'un certain nombre d'individus de modifier en quelque sorte les règles du jeu, d'améliorer leur fonctionnement ou de pallier à leurs inconvénients ; par exemple, l'effort en vue d'une redistribution de la propriété lorsque l'accumulation par un groupe devient trop importante. Selon Weber, la probabilité de tels mouvements [...] est fonction directe du nombre de personnes occupant une même situation de classe et de leur degré de concentration écologique.

Les antagonismes de classes qui dépendent de situations sur le marché sont d'habitude plus aigus entre ceux qui s'affrontent de façon immédiate et directe en tant qu'adversaire [...]. Ni le rentier, ni l'actionnaire ou le banquier ne subissent la mauvaise volonté de l'ouvrier mais bien plutôt le manufacturier et le cadre supérieur de l'entreprise qui se présentent comme adversaires directs des ouvriers dans les conflits salariaux. Et ce, malgré que les profits plus ou moins mérités tombent précisément dans la caisse du rentier de l'actionnaire et du banquier plutôt que dans la poche du manufacturier ou du cadre d'entreprise.¹

Nicole LAURIN-FRENETTE, *Classes sociales et pouvoir. Les théories fonctionnalistes*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1978

1. Max WEBER, *Economie et société*, 1921.

46. Selon Max WEBER, les relations entre les classes sociales sont-elles nécessairement conflictuelles ?

47. Qu'est-ce qui peut favoriser la conduite d'une action de classe selon Max WEBER ?

DOCUMENT 23 : Ordre économique, ordre social et ordre politique : des hiérarchies indépendantes ?

Weber ne conteste pas qu'il existe une corrélation évidente entre les trois types de pouvoir ; au contraire, il affirme que la possession du pouvoir économique est susceptible de servir de base à l'acquisition de l'influence et/ou de l'honneur, tout comme l'influence politique peut permettre l'acquisition de certains avantages économiques et que le statut social peut être utilisé comme tremplin pour l'accès au pouvoir politique. Par exemple, dans la société moderne, Weber pense que le statut est généralement fondé sur la condition économique et que l'influence politique est directement liée à l'importance économique. [...]

Si les trois ordres de pouvoir et les trois hiérarchies qui en découlent sont liés les uns aux autres, leur interrelation se présente sous des formes diverses, ce qui exige qu'on maintienne une distinction théorique ou analytique claire entre les trois. En effet, même si le pouvoir économique, dans la société contemporaine, conditionne la position sociale et la position politique, on ne peut le considérer pour autant comme la base unique et déterminante de la stratification sociale. Telle est précisément l'erreur de la théorie marxiste. Selon Weber, le caractère déterminant du facteur économique est lié à une conjoncture particulière. Il ne s'agit aucunement d'un rapport général et universel ; ce n'est qu'une des formes de combinaisons possibles des trois types de pouvoir. L'existence d'autres combinaisons, dans d'autres contextes historiques (la société féodale où le statut ou l'honneur rendent compte du pouvoir économique et de l'influence) et la présence, dans la société moderne, d'exceptions notables à la règle du « conditionnement économique du pouvoir » (le cas du parvenu dont la fortune ne suffit pas à lui permettre l'accès au statut social dont jouissent de vieilles familles, pourtant moins

fortunées, le cas du haut fonctionnaire et celui de l'universitaire dont l'influence politique, pour un, et le statut social, pour l'autre, n'ont aucune commune mesure avec la fortune, etc.) démontrent, selon lui, que l'hypothèse marxiste du déterminisme économique ne peut servir à une explication valable et universelle de l'inégalité sociale.

Le succès économique, [...], compte parmi les attributs les plus importants pour l'attribution du prestige mais ce n'est pas le seul. Le style de vie est, en fait, la base la plus caractéristique du prestige. Le style de vie comprend l'éducation (instruction et culture), le genre de travail, les mœurs, les goûts, les manières, les traditions et les conventions. [...] La considération peut aussi s'attacher à la possession d'attributs charismatiques : la naissance, l'appartenance à une aristocratie héréditaire, le monopole de certains pouvoirs magiques, religieux, politiques et autres [...]

L'acquisition du prestige suppose aussi une attitude active, si on peut dire, de la part du bénéficiaire car il ne suffit pas de posséder certaines qualités estimées et valorisées pour se voir conférer un statut. Il demeure nécessaire de faire reconnaître ces qualités, de les faire valoir. Le statut, pour Weber, signifie « la revendication efficace de l'estime sociale » ; l'individu prestigieux est donc celui qui revendique avec succès la reconnaissance de priviléges pour sa personne. C'est celui qui est honoré et respecté parce qu'il réussit à se faire respecter et honorer, à se faire reconnaître honneur et dignité, de diverses manières et, en général, par sa façon de vivre, par son style de vie [...]

Les groupes de statut sont des groupes réels parce que, pour l'individu, cette façon d'imposer ses qualités exige le concours des autres. Par exemple, maintenir son prestige en ne fréquentant que certaines personnes répondant à des critères particuliers ne peut réussir effectivement que si les personnes répondant à ces critères sont également disposées à jouer le jeu. [...]

Nicole LAURIN-FRENETTE, *Classes sociales et pouvoir. Les théories fonctionnalistes*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1978

- 48. Qu'est-ce que le prestige social pour M.WEBER (cf. document 21) et de quoi dépend-il (document 22) ?**
- 49. Selon Max WEBER, dans quelle société la distribution inégale du pouvoir économique est-elle devenue un élément déterminant dans la distribution inégale du prestige ?**
- 50. Max WEBER en conclut-il que les groupes de statut ne se dissocient pas des classes sociales ? Justifiez en illustrant votre réponse à l'aide d'exemples tirés du document.**
- 51. Pourquoi Max WEBER affirme-t-il que les groupes de statut sont des groupes réels ?**

EXERCICE D'APPLICATION

 Reproduisez et complétez le tableau ci-dessous.

 Conseils pour remplir le tableau :

① Posez-vous les questions suivantes :

- ➔ Quels sont les fondements de la stratification sociale dans chacune des approches ?
- ➔ Dans quelle sphère se situe le fondement de la division de la société en classes sociales dans chacune des deux approches ?
- ➔ Quelle place est accordée au conflit et à la conscience de classe dans chacune des deux approches ?
- ➔ Qu'est-ce qui favorise la lutte des classes dans l'analyse de K.MARX et l'action de classe dans l'analyse de M.WEBER ?

② Comparez la définition du prolétariat donnée par K.MARX à celle de classe ouvrière donnée par M.WEBER

③ Comparez la définition de la classe capitaliste donnée par K.MARX à celle de la classe possédante donnée par M.WEBER.

**COMPARAISON DES ANALYSES DE LA STRATIFICATION SOCIALE
DE KARL MARX ET DE MAX WEBER**



| <i>Points communs</i> | <i>Differences</i> |
|-----------------------|--------------------|
| | |

DOCUMENT 24 : La fin annoncée des classes sociales ?

Le sociologue américain Robert NISBET est l'un des premiers à prononcer l'acte de décès des classes sociales¹. Son propos est simple : si le concept de classe sociale est utile à l'analyse historique des sociétés, il est inopérant pour les sociétés occidentales des années 1950. Explicitée par Louis CHAUVEL², son argumentation consiste à démontrer que, sur deux des trois échelles de stratification sociale, les inégalités entre groupes sociaux diminuent. Si NISBET évoque peu la question de l'ordre social et de l'évolution du prestige des différentes positions sociales, son argumentation est plus étayée dans l'ordre politique et dans l'ordre économique. Sur ce dernier point, outre l'élévation du niveau de vie des catégories populaires et leur accès croissant à la consommation de masse, la diffusion de la propriété en leur sein porte un coup fatal aux classes sociales marxistes. Dans l'ordre politique, NISBET [...] souligne surtout le déclin du « vote de classe ». En fin de compte, diminution des inégalités économiques et déstructuration des comportements de classe signent l'inadaptation du concept de classe sociale aux sociétés d'abondance.

En France, c'est probablement Henri MENDRAS qui pousse le plus loin la description d'une société sans classes sociales. Dans sa *Seconde Révolution française*³, il ne se contente pas d'annoncer la fin des classes sociales : poursuivant le raisonnement, il propose une autre forme de représentation de la structure sociale. L'« émiettement des classes sociales » qu'il décrit est celui des trois grandes classes identifiées au début du XX^e siècle : la bourgeoisie, la classe ouvrière et la paysannerie. Pour chacune d'entre elles, suivant en filigrane la définition marxiste, il décrit la disparition de groupes « en soi » et « pour soi ». Dans une France devenue industrielle plus tardivement que les autres pays européens, le secteur agricole occupe encore une place très importante au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le nombre d'agriculteurs diminue ensuite de manière rapide et régulière. C'est la « fin des paysans » : à ce déclin numérique viennent s'ajouter l'urbanisation des modes de vie ruraux et, avec elle, la fin de la « culture paysanne ».

Selon MENDRAS, la France n'aura connu que deux générations de prolétaires : celle du Front Populaire et celle qui, née dans l'entre-deux-guerres, prend le relais dans les années 1950. Ensuite, emportant tout sur leur passage, les Trente Glorieuses transforment en profondeur le monde ouvrier et sa culture, de telle sorte que les ouvriers de la fin des années 1960 ressemblaient « davantage à des employés qu'à des ouvriers ». Quant aux bourgeois, ceux des années 1980 ne sont que de lointains parents des élites du début du siècle : le krach de 1929 a entraîné la disparition de la bourgeoisie rentière et, désormais, même ceux qui pourraient vivre du revenu de leur patrimoine « se sentent obligés d'avoir une activité rémunérée et vivent d'abord de leur travail et accessoirement de leur fortune ». En définitive, outre la disparition de ce qui faisait l'identité de chacune de ces trois classes, c'est la dissolution de leurs antagonismes consubstantiels qui hâterait leur décomposition.

Au-delà de cette analyse historique, il est vrai que l'élévation rapide et régulière du niveau de vie dans les années 1960 a permis à toutes les catégories sociales, et singulièrement aux plus défavorisés d'espérer à échéance raisonnable une amélioration sensible de leurs conditions de vie⁴. Par ailleurs, la mise en place dès 1945 de la Sécurité sociale, prévue dans le programme du Conseil national de la Résistance, a contribué à protéger tous les salariés contre les principaux risques de la vie : puisque l'Etat-providence attache des protections au travail, le travailleur acquiert un statut⁵.

Camille PEUGNY, *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, La République des Idées, Seuil, 2013.

1. Robert NISBET, « The Decline and Fall of Social Class », *Pacific Sociological Review*, vol.2, n°1, 1959.

2. Louis CHAUVEL, « Le retour des classes sociales », *Revue de l'OFCE*, n°79, 2001.

3. Henri MENDRAS, *La Seconde Révolution française, 1965-1984*, Gallimard, 1988.

4. Louis CHAUVEL a estimé à 3.5% la hausse annuelle moyenne du pouvoir d'achat lors des Trente Glorieuses, soit une multiplication par deux en moins de 20 ans.

5. Robert CASTEL, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, La République des Idées, 2003.

52. Sur quels constats s'appuie la thèse d'une fin des classes sociales dans la société française contemporaine ?

DOCUMENT 25 : La représentation de la structure sociale d'Henri MENDRAS

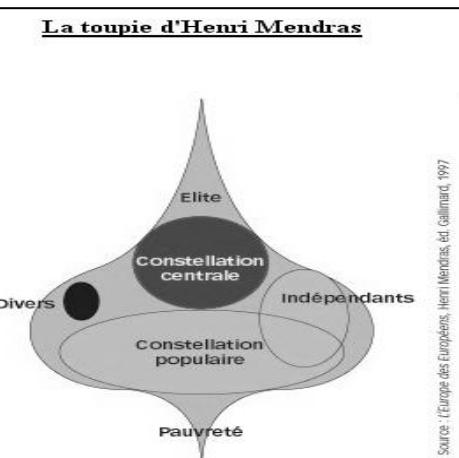
La diminution des inégalités économiques est un argument important pour ceux qui annoncent la fin des classes sociales. Pour autant elle ne constitue qu'un pilier des théories de la « moyennisation » des sociétés occidentales. Les classes moyennes, indéfinissables par nature, ont toujours causé beaucoup de difficultés aux sociologues.

Lorsque MARX décrit la lutte à mort entre deux classes antagonistes dans le mode de production capitaliste, il trouve devant lui des individus ou des groupes qui n'appartiennent ni à la bourgeoisie propriétaire des moyens de production, ni au prolétariat exploité. Dans certains écrits, il se livre donc à une analyse plus fine de la stratification sociale en distinguant des fragments de classe : petits boutiquiers, petits rentiers, paysans, aristocratie financière, etc. Toutefois, prévoit MARX, la cristallisation des rapports sociaux qui accompagne le développement du capitalisme sonnera le glas de la plupart de ces groupes intermédiaires qui ne peuvent employer les moyens de la grande industrie et qui viendront gonfler les rangs du prolétariat. Quant aux autres, beaucoup plus rares, mais assez gros pour rejoindre les propriétaires

des moyens de production, ils conforteront la situation de la bourgeoisie : « plus la classe dominante est capable d'intégrer les hommes éminents des classes dominées, plus durable et dangereuse sera sa domination ».

Au tournant du XIX^e siècle, Georg SIMMEL ouvre une brèche dans le schéma marxiste en proposant la première analyse sociologique de la classe moyenne, dont il observe l'expansion numérique.

Selon lui, loin de n'être qu'une troisième classe qui viendrait s'ajouter aux deux autres, la classe moyenne a un rôle décisif



dans le processus de changement social. MENDRAS qui commente la parution d'un recueil de textes de SIMMEL pour la Revue française de sociologie en 1983, souligne l'intuition du philosophe allemand, pour qui la classe moyenne « fait de continuels échanges avec les deux autres classes » [...]. Là est bien le point essentiel : si la classe moyenne est en interaction permanente avec les deux autres, alors selon MENDRAS, « elle les pervertit ». Elle instille « ses propres caractéristiques » aux deux classes extrêmes, qui « se mettent à ressembler plus à la classe moyenne qu'au prolétariat et à la bourgeoisie ». En fin de compte, c'est bien l'organisation de la société en classes sociales qui se dissout tandis que grandit l'influence d'une classe moyenne de plus en plus nombreuse.

MENDRAS se montre très influencé par SIMMEL lorsqu'il propose sa propre représentation de la société française du début des années 1980. Fidèle à son analyse de l'émettement des classes sociales, il préconise de renoncer au « schéma » pyramidal qui implique un courant vertical du haut vers le bas de la structure sociale, et propose à la place une « vision cosmographique de la société ». Il s'agit donc de considérer cette dernière comme un ciel dans lequel s'organiseraient différentes « constellations » [...]. A partir de l'analyse des revenus et des diplômes des différentes catégories socioprofessionnelles, MENDRAS distingue trois constellations principales.

La première, composée d'employés et d'ouvrier, est qualifiée de « constellation populaire ». Souvent caricaturée sur ce point, il ne nie donc pas la persistance d'un groupe populaire majoritaire, qu'il évalue à 50% de la population et qui conserve un mode de vie caractéristique. La seconde, définie de manière assez floue, est constituée par l'élite (3% de la population) [...]. Mais la constellation la plus importante est bien la constellation centrale : même minoritaire numériquement (environ de le quart de la population active), c'est elle qui porte le changement social.

Camille PEUGNY, *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*, La République des Idées, Seuil, 2013.

53. Quelle représentation de la structure sociale de la France propose H.MENDRAS ?

DOCUMENT 26 : La nomenclature des PCS

Le Code des catégories socioprofessionnelles (CSP) élaboré par Jean Porte en 1951 a constitué pendant près de 30 ans la principale grille de lecture du monde social pour les statisticiens et a durablement structuré les représentations de tous les utilisateurs de la statistique publique. Cette classification n'a pas été construite à partir d'une théorie sociologique mais plutôt de façon pragmatique, dans le but d'obtenir des corrélations assez fortes entre les personnes classées et des groupes de pratiques sociales différenciées. Elle repose sur un classement de la population en [...] socioprofessionnels [...] qui sont subdivisés en une trentaine de catégories, selon un découpage qui combine plusieurs critères. La première distinction sépare les salariés des indépendants, mais celle-ci se combine à des hiérarchies qui découlent du niveau de commandement et de la qualification. Le succès de cette nomenclature tient en partie au fait qu'elle a pu formaliser des représentations sociales déjà fortement ancrées dans la société. De plus, elle présente l'intérêt d'être exhaustive, dans le sens où chaque individu – actif ou inactif – peut être identifié à la catégorie qui lui correspond. C'est d'ailleurs à ce titre

qu'elle a constitué le support scientifique de nombreux travaux sociologiques et politiques faisant de l'appartenance de classe le critère principal d'identification dans l'espace social.

Conçue initialement pour classer les individus selon leur situation professionnelle, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles est progressivement devenue, entre 1954 et 1982, la grille d'analyse systématiquement mobilisée dans la plupart des enquêtes menées en France [...]. [...]

Le Code des catégories socioprofessionnelles (CSP), réalisé à l'occasion du recensement de 1954, a d'abord été utilisé par les statisticiens de l'Insee pour formaliser le lien entre une appartenance professionnelle et des comportements économiques, démographiques et sociaux. Dès les premiers temps, il est utilisé pour mesurer l'évolution des structures sociales, les trajectoires professionnelles et les formes de mobilité sociale. [...].

Le tournant dans la généralisation de l'usage de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles date sans doute du milieu des années 1960, lorsque des administrateurs de l'Insee s'engagent dans une réflexion sur les outils à développer dans le champ des statistiques sociales. [...].

Entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1980, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles est ainsi devenue la principale grille de lecture des inégalités en France. [...]

Si la nomenclature des CSP était, dans l'esprit de ceux qui l'ont construite, un outil pour décrire les différentes conditions objectives d'éducation, d'emploi et de mode de vie, elle est devenue au fil des années une référence incontournable pour représenter la société française mais aussi pour la réformer.

Emmanuel PIERRU et Alexis SPIRE, « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, 2008.

54. A quoi sert la nomenclature des PCS et sur quels critères repose son élaboration ?

55. A partir du schéma, expliquez en quoi la nomenclature des PCS n'est que partiellement hiérarchisée ?

56. Pourquoi la nomenclature des PCS permet-elle d'obtenir des corrélations assez fortes entre les individus classés et des pratiques sociales différencierées ?

57. En quoi une analyse de la structure sociale à travers la nomenclature des PCS est-elle différentes d'une lecture de la structure sociale en termes de classes sociales ?

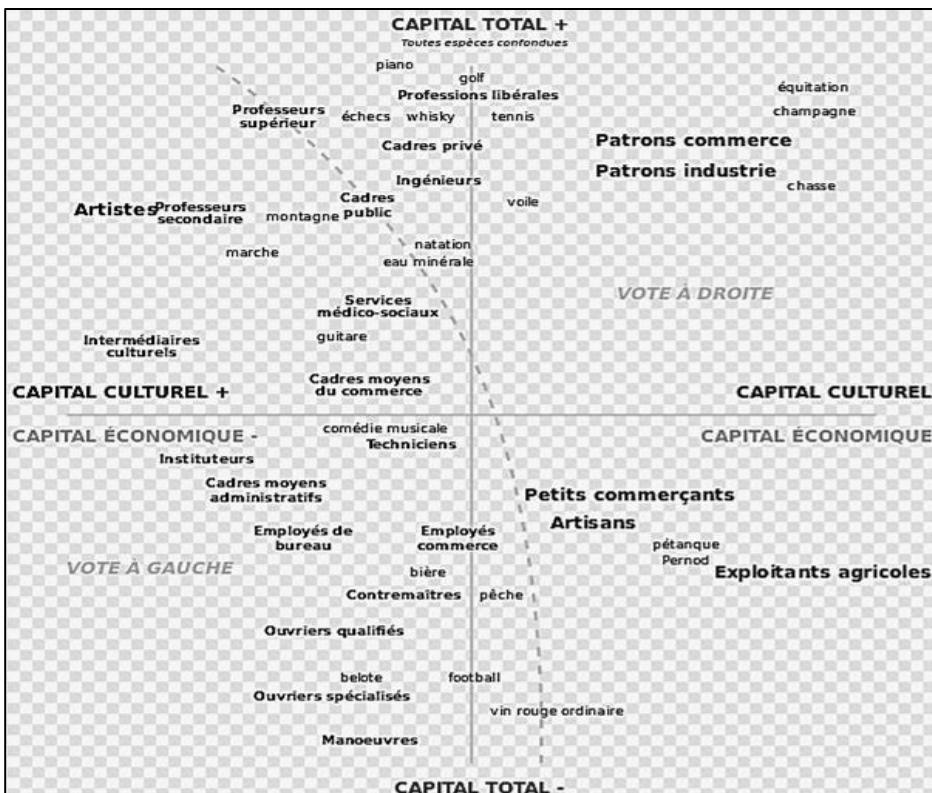
LA NOMENCLATURE DES PROFESSIONS ET CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES (PCS)

| Groupe socioprofessionnel (GSP) | Catégorie socioprofessionnelle (CSP) |
|--|---|
| 1 – Agriculteurs exploitants | 11 – Agriculteurs sur petite exploitation 12 – Agriculteurs sur moyenne exploitation 13 – Agriculteurs sur grande exploitation |
| 2 – Artisans, commerçants et chefs d'entreprise | 21 – Artisans 22 – Commerçants et assimilés 23 – Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus |
| 3 – Cadres et professions intellectuelles supérieures | 31 – Professions libérales 33 – Cadres de la fonction publique 34 – Professeurs, professions scientifiques 35 – Professions de l'information, des arts et des spectacles 37 – Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise 38 – Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise |
| 4 – Professions intermédiaires | 42 – Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés 43 – Professions intermédiaires de la santé et du travail social 44 – Clergé, religieux 45 – Professions intermédiaires administratives de la fonction publique 46 – Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises 47 – Techniciens 48 – Contremaires, agents de maîtrise |
| 5 – Employés | 52 – Employés civils et agents de service de la fonction publique 53 – Policiers et militaires 54 – Employés administratifs d'entreprise 55 – Employés de commerce 56 – Personnels des services directs aux particuliers |
| 6 – Ouvriers | 62 – Ouvriers qualifiés de type industriel 63 – Ouvriers qualifiés de type artisanal 64 – Chauffeurs 65 – Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport 67 – Ouvriers non qualifiés de type industriel 68 – Ouvriers non qualifiés de type artisanal 69 – Ouvriers agricoles |
| 7 – Retraités | 71 – Anciens agriculteurs exploitants 72 – Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise 74 – Anciens cadres 75 – Anciennes professions intermédiaires 77 – Anciens employés 78 – Anciens ouvriers |
| 8 – Autres personnes sans activité professionnelle | 81 – Chômeurs n'ayant jamais travaillé 83 – Militaires du contingent (appelés au service militaire pour une période déterminée) 84 – Elèves, étudiants 85 – Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités) 86 – Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités) |

DOCUMENT 27 : Un enrichissement de la théorie des classes sociales : l'analyse de Pierre BOURDIEU

Selon Pierre Bourdieu, dans les sociétés les plus développées, deux principes permettent de répartir des groupes en fonction de leur position dans les distributions statistiques. Deux principes parmi les plus efficaces – ils ne sont pas les seuls – sont le capital économique et le capital culturel. Ce sont des principes qui se veulent explicatifs en ce sens qu'ils s'attachent à des propriétés socialement déterminantes qui permettent de distinguer et de rassembler des agents aussi semblables que possible (et donc aussi différents que possible des membres des autres classes). De sorte que les agents, ainsi classés, ont d'autant plus en commun qu'ils sont proches selon leur position dans cet espace et d'autant moins qu'ils sont plus éloignés.

L'espace des classes sociales est construit selon deux dimensions. La première est celle du volume global du capital que les agents détiennent sous ses différentes espèces. La seconde est la structure du capital, c'est-à-dire le poids relatif des différentes espèces de capital, économique et culturel, dans le volume total de leur capital. [...] Dans la première dimension de l'espace social les détenteurs d'un fort volume de capital global, comme les patrons, les membres des professions libérales et les professeurs d'université s'opposent aux plus démunis des différentes espèces de capital comme les ouvriers sans qualification et les salariés agricoles. La deuxième dimension est le poids relatif du capital économique et du capital culturel dans l'ensemble du patrimoine : sous ce rapport, les professeurs, plus riches relativement en capital culturel qu'en capital économique, s'opposent aux patrons plus riches relativement en capital économique qu'en capital culturel. [...]



de biens possédés) et de prises de positions (opinions, représentations). [...] Derrière l'idée d'appartenance de classe (si cette expression a un sens), il y a, en effet, l'hypothèse de la cohérence des attitudes. Ainsi, les classes que l'on distingue en découplant des régions de l'espace social, rassemblent des agents aussi homogènes que possible non seulement du point de vue de leurs conditions d'existence mais aussi du point de vue de leurs pratiques culturelles, de leurs consommations, de leurs opinions politiques, etc¹.

L'espace social, tel que le conçoit Pierre Bourdieu, est ainsi un système de différences, c'est-à-dire un ensemble de propriétés structurellement définies, réparties différemment selon les classes. Dans cette logique, l'espace social est un espace construit comme une structure de positions définies par la place qu'elles occupent dans la distribution d'une espèce particulière de capital. La notion de « distinction », titre de l'ouvrage portant sur les principes de construction et les mécanismes de reproduction de la société française des années 1970, insiste sur la dimension relationnelle et non sur l'aspect substantif des catégories qui compose l'espace social : les différences, les écarts, les traits distinctifs sont autant de propriétés qui n'existent que dans et par la relation avec d'autres propriétés. On l'a compris, pour Pierre Bourdieu les classes sociales n'existent pas en soi. Ce que l'observation permet d'établir c'est un espace de différences dans lequel les classes existent en quelque sorte à l'état virtuel, compte tenu de la structure de distribution des différentes espèces de capital qui sont autant d'armes dans les luttes sociales, même si elle n'est pas toujours thématisée. Cette dimension fondamentale de la lutte des classes est la dimension symbolique, que Pierre Bourdieu a plus particulièrement étudiée. Grâce aux enquêtes statistiques, on peut former des classes aussi homogènes que possible du point de vue des critères pertinents pour construire l'espace dans lequel elles se situent. De sorte que tous les agents qui se trouvent à l'intérieur de cette classe partagent un ensemble de propriétés qui sont prédictives de nombreux comportements et d'opinions. Mais ces classes statistiques ne sont pas des classes réellement mobilisées. [...] Une classe même mobilisée par et pour la

défense de ses intérêts ne peut se constituer en tant que telle qu'au prix et à la suite d'un travail collectif de construction inséparablement théorique et pratique. Mais elle a d'autant plus de chance d'avvenir à l'existence et de durer que les agents qui se rassemblent sont proches dans l'espace social.

Remi LENOIR, *Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu*, Sociétés & Représentations, 2004

1. P.BOURDIEU distingue 3 grands types de style de vie : le « sens de la distinction » pour la classe dominante, la « bonne volonté culturelle » pour la petite bourgeoisie (nom qu'il donne aux classes moyennes) et le « choix du nécessaire » pour les classes populaires.

- 58. Dans la théorie de la stratification sociale proposée par P.BOURDIEU quels sont les deux types de capitaux qui permettent de hiérarchiser les individus ?**
- 59. A partir de vos connaissances de Première, rappelez quel autre type de capital peut constituer une ressource pour un individu ?**
- 60. Comment les positions sociales sont-elles déterminées dans la théorie de P.BOURDIEU? Combien de classes sociales identifie-t-il ?**
- 61. Pourquoi peut-on dire que les classes sociales se distinguent entre elles mais connaissent également des différenciations internes ?**
- 62. Pourquoi peut-on dire que la théorie de la stratification sociale de P.BOURDIEU se distingue des théories de la « moyennisation » ?**
- 63. En quoi la théorie des classes sociales de P.BOURDIEU peut-elle être analysée comme une synthèse des analyses de K.MARX et M.WEBER ?**
- 64. P.BOURDIEU partage-t-il la vision réaliste des classes sociales de K.MARX ?**

DOCUMENT 28 : La grande bourgeoisie : des militants peu ordinaires...

La notion de militantisme est en général attachée aux mouvements politiques et syndicaux. Le militant emblématique était le communiste, l'Huma Dimanche fièrement brandi sur un marché ou proposé au porte-à-porte d'un quartier populaire. [...]

Le sens du collectif est spontanément attribué aux classes populaires ou moyennes. Mais de nos jours, s'il y a une classe consciente d'elle-même et attentive à défendre solidairement ses conditions de vie, c'est bien la grande bourgeoisie. [...] Elle veille sur la qualité de ses lieux de vie. [...]

Les indicateurs de la mobilisation des beaux quartiers ne sont guère voyants. Peu de réunions publiques, pas d'occupation de mairies ou de blocage des lignes de transport. [...]

Le militantisme mondain s'ancre dans des lieux fermés. Il relève de la gestion des relations sociales. Le militant ordinaire est, lui, encarté, payant sa cotisation au parti ou à l'association où il s'est engagé. C'est le cas, parfois des militants de la bonne société. Mais plus que la carte, ce sont des signes de reconnaissance subtils qui sont pertinents : la cravate aux couleurs du club, la notice personnelle dans le Bottin Mondain. Dans cette publication, les cercles dont on fait partie apparaissent immédiatement après le nom et le prénom, éléments de l'identité, avant le nom de jeune fille de l'épouse ou l'adresse.

Les cercles, qui peuvent paraître anodins, sont en réalité des lieux de concentration du pouvoir. S'y retrouvent des hommes et des femmes qui occupent des positions dominantes dans les différents univers de l'activité sociale. Ce qui est bien utile pour exercer son emprise sur les beaux espaces. [...]

En Ile-de-France, l'habitat des familles les plus fortunées est concentré dans quatre arrondissements de l'Ouest de la capitale, le 7^e, en particulier dans le faubourg Saint-Germain, le 8^e, le nord du 16^e et le sud-ouest du 17^e. Depuis la Libération, Neuilly-sur-Seine est devenue une sorte de 21^e arrondissement, comme se plaisent à le souligner ses habitants, un archétype de la banlieue chic dont on trouve quelques autres exemples dans le prolongement des beaux quartiers vers l'ouest.

Les appartements et hôtels particuliers offrent de vastes surfaces habitables dont l'unité de compte est souvent la centaine de mètres carrés. Habiter dans 200, 300, 400 m², ou plus, conforte le sentiment de son importance, une perception flatteuse de la surface sociale de sa famille et donc de soi-même. [...]

Les espaces de réception offrent plus de place que nécessaire pour la famille qui vit là. Autour de la table majestueuse de la salle à manger, de nombreuses chaises attendent les convives. Les salons regorgent de fauteuils qui accueilleront les invités et leurs conversations feutrées. L'espace privée satisfait aux exigences de la sociabilité grande bourgeoisie. « On sacrifiait tout aux salons, se rappelle un membre du Jockey Club. Il y avait le grand et le petit salon et la salle à manger. C'est l'appartement type qu'il fallait avoir, ou vous étiez perdu. Les chambres étaient petites, mal conçues, un couloir filiforme desservait les pièces. Bref, tout était fait pour les réceptions ». [...]

La richesse économique suppose en effet une richesse sociale, des réseaux de relations que l'on peut mobiliser à tout instant. On connaît beaucoup de monde, « le » monde, comme on dit, en signifiant que seuls comptent ceux qui occupent les positions sociales élevées. Les appartements grand-bourgeois sont aussi un lieu d'exposition du capital culturel de la famille. La qualité des meubles anciens, agrémentés d'objets d'art et de tableaux, doit certifier du bon goût des hôtes. [...]. La ségrégation urbaine est toujours aussi une agrégation. Cela est particulièrement vrai pour les grands bourgeois qui paient les prix les plus élevés du marché et peuvent habiter où bon leur semble. [...] Il est remarquable que ce soit pour le groupe sur lequel les contraintes économiques sont les moins contraignantes que l'on constate un choix manifeste de vivre ensemble. S'il y a ghetto, c'est donc sur le mode volontaire et maîtrisé. [...]

L'entre-soi grand-bourgeois est décisif pour la reproduction des positions dominantes, d'une génération à l'autre, parce qu'il est un éducateur efficace. Il incite à éviter les mésalliances et permet de cultiver et d'enrichir les relations héritées. [...] Les privilégiées de la fortune recherchent de manière systématique la compagnie de leurs semblables. Ils agissent de façon à préserver leur environnement social avec un tel pragmatisme, vécu comme allant de soi, que leur apartheid inversé fait oublier aux habitants de Neuilly qu'ils vivent en « banlieue », dans un « ghetto » (pour riches) et un intense « communautarisme » (entre gens de même naissance), toutes expressions qui renvoient instantanément dans le 9-3, à Saint-Denis, Aubervilliers ou Clichy-sous-Bois. [...]

Le pouvoir des classes dominantes est donc aussi un pouvoir sur l'espace. Les enjeux en ce domaine sont vitaux : il y va des conditions de vie et de la reproduction des positions sociales. La haute société ne laisse rien au hasard et sa mobilisation de tous les instants et sur tous les fronts est l'une des clefs de ses succès. La capacité à se reconnaître, à s'apprécier comme appartenant au même monde en est une autre. [...]

Les rallyes, fondés et organisés par une, deux voire trois mères de famille, regroupent, par la constitution de listes fermées, des adolescents du même monde. [...] Le rallye, dans son cursus complet, est un projet qui vient doubler le système scolaire et compléter les apprentissages familiaux. Mais il a sa spécificité : apprendre collectivement à reconnaître son semblable de l'autre sexe et identifier les partenaires possibles pour des relations amicales ou amoureuses. Le rallye développe également l'esprit de cercle. Car, pendant toute leur adolescence, les jeunes se retrouvent entre eux, entre enfants d'un milieu social étroit. [...] Pour y parvenir, le rallye procède par paliers [...]. Le rallye culturel est la première forme d'activité de l'institution. Les sorties culturelles inculquent la familiarité avec le monde de la culture [...]. Plus, ce qu'ils apprennent, c'est que la culture, pour eux, va de soi, comme l'air qu'ils respirent. [...]

Puis ce sont les cours de danse et l'apothéose des grandes soirées dansantes. L'efficacité sociale des rallyes réside donc moins dans des unions matrimoniales entre les participants d'un même rallye que dans cet apprentissage en profondeur de la connaissance de son milieu et de la reconnaissance de son semblable. Les rallyes présentent le groupe masculin au groupe féminin et réciproquement. C'est une technique collective de présentation. Les jeunes apprennent à connaître et reconnaître leurs homologues de l'autre sexe. Ils s'initient à la manière de se vêtir, de se tenir et de se présenter. [...]

Cette socialisation présente l'avantage, tout en assurant la conformité sociale des agents qui auront, plus tard, à se coopter comme mari et femme, de leur laisser vivre leur rencontre amoureuse comme le résultat d'un hasard heureux. Le rallye supplée parfaitement à la technique surannée de la présentation. Il en préserve les avantages, ceux d'un union socialement assortie, il en supprime les inconvénients de mariages préfabriqués dans lesquels les coups de cœur n'ont pas leur place.

Michel PINCON, Monique PINCON-CHARLOT, *Les ghettos du gotha. Au cœur de la grande bourgeoisie*, Seuil, 2007.

- 65. La richesse de la bourgeoisie est-elle seulement une richesse économique ? Justifiez votre réponse.**
- 66. Comment la bourgeoisie s'y prend-elle pour défendre et reproduire sa position de classe dominante ? Illustriez avec des exemples.**
- 67. Que peut-on en déduire quant à l'existence de la classe bourgeoise ?**

DOCUMENT 29 : L'affaiblissement du groupe ouvrier et l'émergence de tensions raciales

Les recherches tant des sociologues que des historiens et des politistes ont établi que la force sociale du groupe ouvrier s'est constituée, en France, au XX^e siècle, en lien étroit avec le renforcement et l'institutionnalisation d'un mouvement ouvrier qui s'est progressivement montré capable non seulement d'arracher des droits sociaux et des augmentations de pouvoir d'achat au patronat, mais aussi d'unifier les revendications des divers sous-groupes constitutifs de la classe ouvrière, de proposer un mode de représentation sociale et politique proprement ouvrier. Ce qui n'a pas été sans contribuer grandement à conférer une forme de fierté d'appartenance aux membres de la « classe ouvrière ».

Si l'on considère ainsi le temps long de l'histoire de la classe ouvrière, on peut dire que notre enquête est contemporaine d'une autre période historique, celle « des ouvriers après la classe ouvrière », qui voit, sinon le délitement entier de ce groupe, tout au moins sa profonde déstructuration sous l'impact des fermetures d'usines, de la crise de

représentation politique et de la déstabilisation des identités. [...] Cette déstructuration, processus au long cours qui opère par répliques successives, en vient à altérer en profondeur les rapports qui se nouent entre les différents sous-groupes composant le groupe ouvrier (hommes/femmes, jeunes/vieux, Français/immigrés, etc.). Ces clivages ont toujours existé au sein de la classe ouvrière, mais ils n'étaient pas suffisamment puissants pour empêcher la relative unification de ces sous-groupes [...].

[...] Pour aller à l'essentiel, les OS de Sochaux sont jeunes au début des années 1970 (moyenne d'âge de 24 ans), ils viennent de différents horizons géographiques – les régions rurales proches (Haute-Saône, Jura, Alsace, etc.), les régions françaises frappées par un sous-emploi (Midi, Nord, Bretagne, etc.) et les pays d'émigration (Maroc, Algérie, Yougoslavie, Turquie, etc.). Les militants nous ont souvent décrit la stratégie de Peugeot visant à mettre sur les chaînes, en alternance, des OS français et des OS immigrés pour casser la très forte solidarité ouvrière de l'après-68 et lutter efficacement contre les formes de contre-pouvoir ouvrier qui s'étaient installées dans ces grands ateliers. Il ne s'agit pas de nier les conflits qui ont pu survenir entre OS français et OS immigrés mais de rappeler, pour éviter tout anachronisme, que le contexte de luttes sociales des années 1970 et la forte culture d'atelier faite à la fois de résistance au travail et de bonne ambiance (rigolade, esprit chahuteur, rites d'intégration, etc.) offraient un espace de socialisation aux nouveaux venus à l'usine, qu'ils soient d'origine rurale française ou immigrée. La preuve en est que, sur le plan syndical, assez vite ont émergé, à la CGT et à la CFDT, des « délégués » immigrés (marocains, algériens) [...]. [...]

Dans une vieille usine comme celle de Sochaux, juste après l'arrivée massive des immigrés qui suit 1968, la concurrence au travail a fortement joué dans les rapports entre Français et immigrés. Mais le contexte sociopolitique des années 1970 a contribué à les pacifier. Du côté des ouvriers français, les immigrés n'apparaissent plus alors comme une menace. De leur côté, un certain nombre d'immigrés, y compris maghrébins, tentent à cette époque de « monter » dans l'usine, d'être promus [...].

Mais vers le milieu des années 1980, ils savent – et leurs voisins français dans l'espace de travail le savent aussi – qu'ils ne seront pas promus, qu'ils resteront sur des postes non qualifiés jusqu'à la fin [...]. Ce que redoutent alors avant tout ces immigrés qui vieillissent, c'est d'être mis sur un poste plus dur. [...] Les vieux Maghrébins ont pu donc apparaître de plus en plus souvent en retrait, comme « soumis » à l'usine. [...]

Pourtant, malgré le profil bas adopté en ces temps de crise par les immigrés [...], il nous semble que l'hostilité aux immigrés, dans l'usine même, subsiste, mais qu'elle s'est au fil du temps surtout nourrie des événements ou faits divers qui, depuis le début des années 1990, rythment la vie des quartiers d'habitat social qui entourent l'usine et qui concernent avant les jeunes [...] : caillassage des bus, fric-frac chez les commerçants ou dans les écoles (vols d'ordinateurs, etc.), agressions de particuliers dans l'espace public, « attaques » contre la gendarmerie ou l'annexe du commissariat, etc. [...]

Stéphane BEAUD et Michel PIALOUX, « Racisme ouvrier ou mépris de classe ? Retour sur une enquête de terrain », in Didier FASSIN et Eric FASSIN, *De la question sociale à la question raciale ?*, Poche, La Découverte, 2009

DOCUMENT 30 : Fractures générationnelles et classes sociales

Le ralentissement économique et le chômage de masse installés en France depuis la fin des années 1970 a lourdement pesé sur le destin économique de ceux qui, trop jeunes pour être statutairement protégés en 1980, en ont subi toutes les conséquences. [...] Ceux nés à la fin des années 1950 ont été les premiers à subir le contexte de la crise à l'entrée dans la vie adulte et le traumatisme collectif qui en résulte ; les générations suivantes ont vécu l'intensification des problèmes précoce qui ont généralement épargné les aînés déjà stabilisés par leurs droits sociaux acquis dans la période précédente de plein emploi. Ce contexte a laissé des séquelles bien repérables.

La première fracture confirmée concerne la répartition du pouvoir d'achat : faire partie des premiers nés du baby-boom (ceux nés autour de 1948) est associé, toutes choses égales, à un niveau de vie relatif au même âge supérieur de près de 20% à celui des générations nées dans les années 1930 ou après 1970. La lecture générationnelle permet de comprendre que les jeunes valorisés d'hier sont devenus les séniors favorisés d'aujourd'hui. [...]

La deuxième fracture affecte le progrès des qualifications et des positions sociales qui en résultent : l'adéquation du diplôme et des professions. Chaque nouvelle cohorte d'entrants dans le monde du travail est mieux diplômée que la précédente. Il aurait dû en résulter une ascension de long terme de la structure sociale. La véritable dynamique générationnelle montre l'inverse : le baccalauréat, par exemple, qui était naguère un ticket d'entrée dans les classes moyennes salariées, représente aujourd'hui la perspective de s'installer pour toujours dans les classes populaires (ouvriers et employés). L'inflation des diplômes qui en est l'expression s'étend maintenant jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur long, naguère épargné.

Le troisième élément relève d'un effet d'hysteresis : la situation à l'âge de trente ans conditionne les perspectives ultérieures d'une génération. Pour ceux qui n'ont pas fait leur place, les conditions tendent à se figer ensuite. Les premières victimes du ralentissement de 1975, les générations nées à partir de 1955 et ceux qui ont vingt ans quand le

chômage de masse s'étendait sur ceux qui n'étaient pas à l'abri, conservent aujourd'hui les séquelles de leur jeunesse difficile. Il est préférable d'avoir vingt ans en 1968, lorsque le taux de chômage dans les deux ans de la sortie des études est de 4%, qu'en 1984, 1994 ou 2009, où ce taux culmine à 33%. [...]

La quatrième fracture relève du revirement des chances d'ascension sociale : les parents des soixante-huitards, parce qu'ils sont nés en moyenne autour de 1910-1915, ont connu un sort collectif difficile. Pour les générations nées vers 1945, l'ascenseur social ascendant a fonctionné à plein régime. Leurs propres enfants, nés vers 1975, font l'expérience d'un contexte nettement moins propice à l'ascension sociale [...].

Pour la première fois en période de paix, la situation de la génération d'actifs est plus difficile que celle de leurs parents au même âge. [...]

Le péril majeur des réflexions sur les générations consiste en la réduction de tous les éléments de structuration sociale à la seule année de naissance. Tel pourrait être le désir de ceux qui, pour bouter hors toute réflexion en termes de classe sociale, voudraient faire de la génération le nouvel acteur hégémonique de l'histoire humaine.

Certes les cohortes qui se succèdent peuvent être confrontées à des perspectives de vie nettement différentes, certaines plus favorables et d'autres moins [...]. Pourtant il faut rappeler avec force que la génération n'est pas la classe [...]. En effet, toutes les inégalités sociales ne se réduisent pas à une différence de date de naissance : au sein de toute cohorte se trouvent des cadres et des ouvriers, des gens aisés et d'autres qui le sont moins, [...]. Aujourd'hui, comme hier, il existe une hiérarchie sociale au sein de chaque cohorte. [...]

La cohorte ne fait qu'enrichir la vision de la structure sociale pour révéler d'autres clivages ou d'autres communautés potentielles d'intérêt, d'autres processus de [...] domination. [...]

La génération n'est pas appelée à faire disparaître les classes.

Louis CHAUVEL, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du XX^e siècle aux années 2010*, Quadrige, PUF, 2014.

DOCUMENT 31 : Les rapports sociaux de sexe

Actuellement, la réussite scolaire des filles est meilleure que celle des garçons. Avec un niveau de diplôme supérieur, les femmes restent pourtant cantonnées dans des métiers dits féminins, peu nombreux et généralement moins rémunérés (enseignantes, assistantes maternelles, assistantes sociales, aides-soignantes, éducatrices de jeunes enfants, employées de bureau...). Les métiers d'aide et de « care », de soins aux autres, sont par exemple massivement choisis par les femmes, et son importante féminisation « s'explique par le poids de l'histoire et des stéréotypes. Les femmes sont assignées et (ou) s'assignent elles-mêmes aux métiers d'aide, de soin et d'assistance aux populations en difficultés ». La question des inégalités entre hommes et femmes pose problème car « en raison des stéréotypes existant sur leurs compétences et incompétences, les femmes subissent des inégalités en termes de représentation, de répartition et d'accès aux ressources, et d'exercice du pouvoir ». Ainsi, « les stéréotypes renforcent donc les inégalités et, inversement, les inégalités renforcent les stéréotypes ». [...]

Les hommes et les femmes « forment deux groupes sociaux engagés dans un rapport social spécifique : les rapports sociaux de sexe. Ces derniers [...] s'expriment à travers la division sociale du travail, nommée la division sexuelle du travail ». La division sexuelle du travail vient confirmer cette séparation entre les deux sexes et montre comment cette répartition s'organise dans le milieu professionnel. [...]

La division du travail présente en effet deux principes organisateurs principaux :

- un principe de séparation : il existe des travaux d'hommes et des activités de femmes.
- un principe de hiérarchisation : un travail d'homme « vaut » plus que celui d'une femme.

Cette répartition différentielle a toujours existé et se présente sous des formes différentes selon les époques et les cultures. L'arrivée des femmes sur le marché du travail en France dans les années 1960 et leur accession progressive à des activités jusque-là réservées aux hommes auraient pu faire évoluer ce système, or celui-ci perdure tout comme les inégalités entre les sexes.

Le principe hiérarchique de la division sexuelle du travail introduit ainsi une réflexion sur les inégalités hommes/femmes, et la notion de « plafond de verre » constitue une des manifestations de ces inégalités. Il s'agit d'*« une expression apparue aux États-Unis à la fin des années 1970 pour désigner l'ensemble des obstacles que rencontrent les femmes pour accéder à des postes élevés dans les hiérarchies professionnelles. [...] Tout se passe comme si un plafond invisible empêchait les femmes de grimper les échelons. »*

Ce phénomène, [...] pèse sur les carrières féminines. Il est question de facteurs psychologiques liés au poids des stéréotypes et des normes, qui sont tout autant intégrés par les hommes que par les femmes, et donc par les recruteurs potentiels. Ceux-ci vont privilégier les hommes pour certains postes dont ceux à responsabilité, pensant qu'ils possèdent de par leur sexe des qualités telles que charisme, autorité, pouvoir, combativité... Les femmes, d'une manière générale, montrent ainsi moins d'ambition professionnelle puisqu'elles sont persuadées que les hommes sont davantage

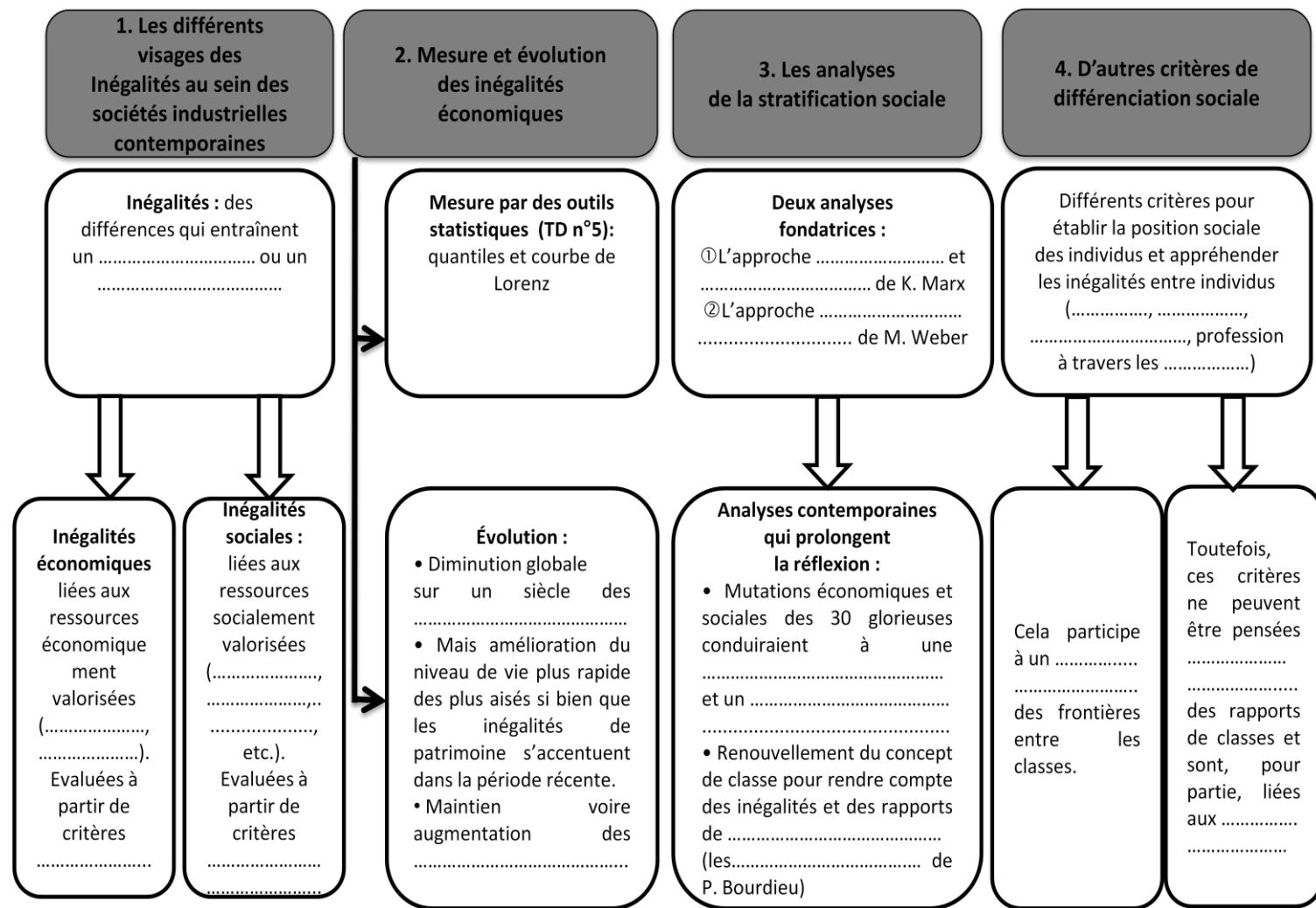
« prédisposés » pour ce type de postes, « mais il s'agit peut-être également d'un choix raisonné pour éviter le « coût psychique » qu'il y aurait à surmonter pour s'imposer dans certaines carrières, en particulier dans des métiers scientifiques et techniques, jugés plus « masculins ».

Sylvie UCCIANI. « La transmission des stéréotypes de sexe ». *Biennale internationale de l'Education, de la formation et des pratiques professionnelles*, 2012, Paris, France.

68. Dans un paragraphe, montrez à partir des documents 29, 30 et 31 que les critères de différenciation que sont la génération, le sexe ou encore l'origine ethnique peuvent créer des clivages qui brouillent les frontières des classes sociales.

POUR RESUMER LES ENJEUX DU CHAPITRE

✍ Complétez le schéma récapitulatif suivant.



SYNTHESE DU CHAPITRE

Complétez le texte ci-dessous avec les termes suivants – un terme peut-être utilisé plusieurs fois : vision cosmographique de la société ; immigré ; prestige social ; économique(s) ; profit ; capital humain ; subordination ; symbolique ; revenus ; social(es) ; système ; reproduction social ; réduction ; génération ; moyen de production ; origine sociale ; fréquentation des lieux culturels ; loisirs ; réaliste ; réel(les) ; place dans le rapport de production ; âge ; pluridimensionnelle ; travail ; classe en soi ; professions et catégories socioprofessionnelles ; classe pour soi ; constellation(s) ; classes sociales ; virtuelles ; espérance de vie ; groupes de statut ; patrimoine ; politique ; partis ; conflictuelles ; catégories sociales ; groupes sociaux ; capital ; inégalité ; émiettement ; moyennisation ; primaire ; PCS ; force de travail ; domination ; culturel ; clivages ; genre ; lieu de résidence.

La société française est traversée par de multiples On entend par l'ensemble des différences entre des individus ou des groupes sociaux qui se traduisent en termes d'avantages ou de désavantages et qui fondent une hiérarchie entre ces individus ou ces groupes sociaux.

Les revêtissent deux principales formes : elles sont soit économiques soit sociales. Les inégalités économiques correspondent principalement aux inégalités de revenu et aux inégalités de Les inégalités de revenu apparaissent à l'occasion de la distribution des revenus d'activités (salaire,). Plus globalement, les disparités salariales résultent en grande partie des différences de dotation en des individus. Ce sont les individus disposant d'un niveau de diplôme élevé qui accèdent aux professions les plus rémunératrices comme celles de cadres et professions intellectuelles supérieures ou qui disposent de l'expérience professionnelle la plus importante. Les inégalités de revenu jouent un rôle prépondérant pour expliquer les inégalités de En effet, les ménages forment un en épargnant une fraction de leurs revenus. Aussi, plus les revenus sont distribués de façon inégalitaire, plus les montants épargnés par les ménages diffèrent ce qui se traduit par des disparités de de grande ampleur. Ces écarts de patrimoine renforcent à leur tour les inégalités de revenus puisque la détention d'un est génératrice de (revenus de la propriété).

Plus diverses, les inégalités peuvent concerner les conditions d'existence des individus (accès à l'éducation, santé, accès au pouvoir...), les titres scolaires, les pratiques culturelles, etc. Par exemple, les écarts d'espérance de vie entre les catégories sociales peuvent s'expliquer par les inégalités d'accès aux soins.

Au total, les inégalités économiques et sociales font c'est-à-dire qu'elles interagissent et se cumulent. Les avantages des uns s'additionnent pendant que les désavantages des autres se renforcent mutuellement. Les inégalités participent ainsi ensemble à la structuration de la hiérarchie sociale française et à sa

Sur le long terme, on observe incontestablement un mouvement de des inégalités économiques au cours du XXe siècle. Entre 1970 et 1990, on observe une nette diminution des inégalités de niveau de vie et par la suite, ce processus de réduction s'essouffle. Parallèlement, l'examen de l'évolution des inégalités d'espérance de vie, de comme les musées ou les expositions ou encore de départ en vacances montre que les inégalités face à la santé, les inégalités de pratiques culturelles et les inégalités face se sont maintenues voire renforcées pour certaines.

Pour analyser ces groupements d'individus inégalement dotés dans la société française contemporaine est-il pertinent de recourir au concept de classes sociales ?

Dans l'étude des classes sociales, on distingue deux analyses traditionnelles :

- Une approche unidimensionnelle et des classes sociales développée par Karl Marx. Elles sont constituées d'individus classés à partir d'un seul critère économique : niveaux de revenus et de patrimoines identiques. Ces caractéristiques objectives permettent de définir, selon le vocabulaire de Marx, la Si les membres de la classe sociale ont de plus conscience de leur appartenance commune et s'ils agissent pour défendre leurs intérêts, on parle de La tâche du sociologue consiste alors à mettre en évidence l'existence des classes sociales en décrivant leurs conditions de vie et en analysant leurs comportements collectifs.

- Une approche de la stratification sociale suivant laquelle la stratification sociale s'explique par une distribution inégale du pouvoir économique, social et politique à l'intérieur de la société. Celle-ci est menée initialement par Max Weber qui distingue au sein de l'espace social :
- un ordre qui correspond à la distribution des biens et de la richesse, où les individus se répartissent en différentes classes sociales ;
- un ordre social qui correspond à la distribution du prestige social, où les individus se répartissent en;
- un ordre qui correspond à la distribution du pouvoir politique, où apparaissent les à savoir des ensembles d'individus qui s'engagent pour une cause et dans une action commune pour conquérir ou influencer le pouvoir politique.

Pour Max WEBER, à l'inverse de K. Marx, les relations entre les classes sociales ne sont pas nécessairement conflictuelles. Le fait d'avoir des intérêts économiques en commun ne conduit pas toujours les membres d'une classe sociale à agir de manière concertée et organisée. Cependant il existe parfois des situations entre les différentes classes qui peuvent alors être amenées à conduire des actions de classe.

Par conséquent, les classes ne sont pas forcément et c'est pour cette raison que l'on a tendance à considérer de façon excessive que Weber défend une approche des classes sociales. En effet, dans l'analyse wébérienne, les classes sociales ne se limitent pas à des – ou autrement dit, deviennent des – dès lors que la distribution inégale du pouvoir économique s'apparie à la distribution inégale du prestige.

L'appartenance à un groupe de statut s'appuie sur des éléments objectifs (style de vie, exercice d'une profession particulière, niveau d'instruction, etc.) qui sont perçus et reconnus par les membres du groupe et par les autres. Aussi, lorsque coïncident et ces groupements sont car existant objectivement. Néanmoins, les ne se confondent pas toujours avec les En effet, la place occupée par un individu dans l'ordre peut s'écartier de celle qu'il occupe dans l'ordre Par exemple, le noble désargenté conserve le prestige de l'aristocratie par son nom sans pour autant occuper une position privilégiée dans l'ordre économique.

Progressivement, la question de la pertinence du concept de classe sociale pour rendre compte de la structure sociale est soulevée par certains sociologues.

En effet, la croissance soutenue des 30 Glorieuses (TCAM PIB à 5%) se traduit par un net recul de la représentation de la société française en termes de classes sociales. Le découpage entre ceux qui détiennent et ceux qui n'ont que leur est progressivement remplacé par un salariat quasiment généralisé et rend inopérant la représentation d'une société traversée par un conflit central entre le et le

En France, c'est Henri MENDRAS qui pousse le plus loin la description d'une société sans classes sociales. Dans sa Seconde Révolution française, il ne se contente pas d'annoncer la fin des classes sociales : poursuivant le raisonnement, il propose une autre forme de représentation de la structure sociale. L'« » des classes sociales le conduit à renoncer au « schéma » pyramidal de la structure sociale et proposer à la place une « ». Il s'agit donc de considérer cette dernière comme un ciel dans lequel s'organiseraient différentes « constellations » dont la constellation centrale, même minoritaire numériquement (environ le quart de la population active) est elle qui porte le changement social et participe à un mouvement de de la société.

A cela s'ajoute la généralisation de l'usage de la nomenclature des (PCS) dans l'analyse des inégalités qui vient se substituer, d'abord, au concept de Contrairement à une lecture de la structure sociale en termes de classes sociales, la nomenclature des ne permet pas d'emblée de saisir les rapports de au sein de la société. Elle offre une lecture neutralisée de la structure sociale. C'est pourquoi Louis CHAUVEL écrivait « les CSP permettent de parler de classes sociales sans jamais en prononcer le mot ».

Néanmoins, la nomenclature des a aussi fourni un matériau empirique sur lequel se sont appuyés des sociologues pour renouveler les analyses des classes sociales à l'instar de l'analyse bourdieusienne des classes sociales. Les travaux de Pierre BOURDIEU montrent que les persistent dans une société que l'on dit « moyennisée » au sortir des Trente Glorieuses. Il observe également la permanence d'une logique de et de dans les rapports de classe. Celle-ci repose sur les dotations en capital et La domination de la classe dominante

s'exerce de façon : en définissant et en imposant au reste de la société sa vision de ce qu'est le « bon goût », elle maintient sa position sociale. Les membres des classes populaires comme de la petite bourgeoisie (leur révérence à l'égard de la culture légitime le démontre bien) sont situés en position de dominés.

La théorie des classes sociales proposées par P. BOURDIEU peut être analysée comme une synthèse des analyses de K. MARX et M. WEBER car les classes définies par P. BOURDIEU peuvent être considérées à la fois comme des et comme des , qui se caractérisent chacun par un certain degré de prestige social.

Tout en validant l'idée d'un rapport de domination, P. BOURDIEU ne partage pas la vision de K. MARX. Les classes sociales n'existent pas concrètement dans la réalité : ce sont des classes (ou encore des classes probables) qui peuvent potentiellement devenir des classes

Enfin, se pose la question de la suffisance du concept de pour rendre compte la structure sociale des sociétés contemporaines. En effet, si l'analyse en termes de classes sociales reste d'un grand intérêt pour rendre compte de la réalité sociale, d'autres existent dans la société dont le concept de classes sociales ne permet pas d'évaluer. Ceux-ci portent par exemple sur le (inégalités hommes/femmes), sur l' et la (par exemple le taux de chômage des jeunes est beaucoup plus élevé que la moyenne), sur le fait d'être ou enfant d' (existence de discrimination à l'embauche selon l'origine ethnique par exemple), sur le (être originaire des quartiers très défavorisés constitue un handicap social), etc. Toutefois, ces sont interdépendants et se combinent à la logique des classes (phénomène de ségrégation socio-spatiale, disparité entre jeunes face à leur réussite scolaire et au chômage selon leur). Mais ces clivages jouent aussi un rôle spécifique (par exemple, la réussite scolaire des filles est meilleure que celle des garçons, y compris dans les catégories sociales défavorisées).